



CENTRE SOCIAL et CULTUREL
INTERCOMMUNAL

Roland Charrier



MONTREUIL-BELLAY



PROJET DE CENTRE

2025 - 2028





SOMMAIRE



PROJET DE CENTRE 2025-2028

Eléments de diagnostic : Syndicat Intercommunal du Val de Thouet

➤ Situation géographique	p.1
➤ Population	p.2
• Une érosion démographique qui se confirme	p.3
• Répartition de la population par tranche d'âge	p.4
• Zoom sur les allocataires CAF	p.5
➤ Les familles	p.6
• Couples et familles monoparentales	p.6
• Familles avec enfants et emploi	p.7
➤ Revenus et minimas sociaux	p.7
• Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2021, en euros	p.7
• Taux de pauvreté (Montreuil Bellay)	p.8
• Minimas sociaux	p.8
• Synthèse revenus et minimas sociaux	p.9
➤ Synthèse présentation du territoire	p.11
➤ Piste de réflexion	p.11
• Population	p.11
• Emploi économie formation	p.12
• Vie sociale et gouvernance multi-acteurs	p.12

CONTEXTE

Bilan rappel du projet 2024

➤ Remédier aux fragilités	p.14
• Consolider durablement les points de fragilité	p.15
○ Fragilité financière	p.15
- Les constats initiaux	p.15
- Des progrès spectaculaires	p.16
- Les leviers utilisés	p.16
○ Une gestion plus efficiente	p.17
- Synthèse difficultés financières et gestion	p.17
○ Organisation administrative	p.18
- Enjeux : gain de temps et d'efficacité	p.18
*Mise en œuvre	p.19
*Synthèse organisation administrative	p.20
➤ Retrouver l'ADN des centres sociaux	p.20
• Repenser l'accueil des habitants	p.20
• Aller vers	p.21
• Rénover le mode de gouvernance	p.22
• Faire converger le projet avec les autres démarches de projet de territoire	p.23

Le centre social et son environnement

➤ Les valeurs du projet associatif	p.26
------------------------------------	------

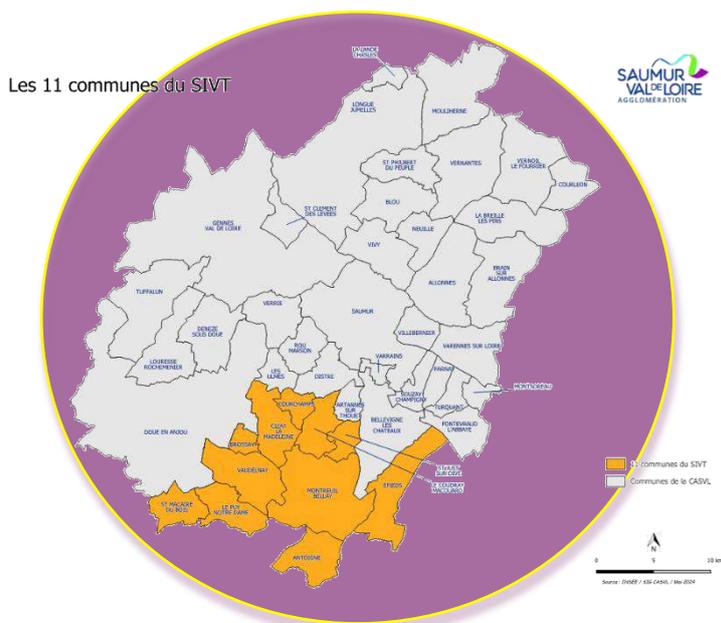


➤ Les missions du projet associatif	p.26
➤ Les adhérents	p.27
➤ Les activités	p.28
➤ Organigramme du conseil d'administration	p.30
➤ Les instances partenariales	p.31
• Instances pilotées par le Centre Social	p.31
• Instances pilotées par d'autres partenaires	p.31
➤ Situation financière	p.32
• Synthèse de l'activité	p.32
• Les flux de votre trésorerie	p.32
• Bilan 2022 et 2023	p.33
PROJET	p.34
➤ Le contexte	p.35
➤ Les espaces de construction du projet	p.37
➤ Les orientations transversales	p.37
➤ Pistes de plan d'action par thèmes	p.38
• Culture	p.38
• Participation des habitants et gouvernance	p.38
• Transition écologique et solidaire	p.39
○ Tiers Lieu et transition écologique	p.39
○ Transition écologique au-delà du Tiers Lieu	p.40
• La communication	p.41
• Le soutien aux associations	p.41
➤ Pistes de plan d'actions par secteurs	p.42
• Accueil	p.42
• Médiation numérique et France Services	p.43
• Petite enfance	p.44
• Enfance	p.45
• Jeunesse	p.46
• Familles	p.48
• Bien vieillir	p.49
PLAN D'ACTION	p.51
➤ Fil rouge : pouvoir d'agir	p.51
➤ Pouvoir d'agir/ enjeux/ actions	p.52
• 1.Afficher la dimension associative	p.52
• 2.Faire évoluer la posture d'accueil	p.52
• 3.Faire évoluer la gouvernance	p.53
➤ Autres enjeux	p.54
➤ Enjeux/ actions	p.54
• Renforcer le partenariat	p.56
• Partenariat avec les associations	p.56
• Construire une véritable démarche projet autour de la communication	p.56
- Evaluation	p.57
• Indicateurs	p.57
• La démarche d'évaluation	p.58
ANNEXES	p.59
- Extraits du rapport d'activités « Bien vieillir 2023 »	p.62
- Extrait du rapport d'activité 2023	p.65

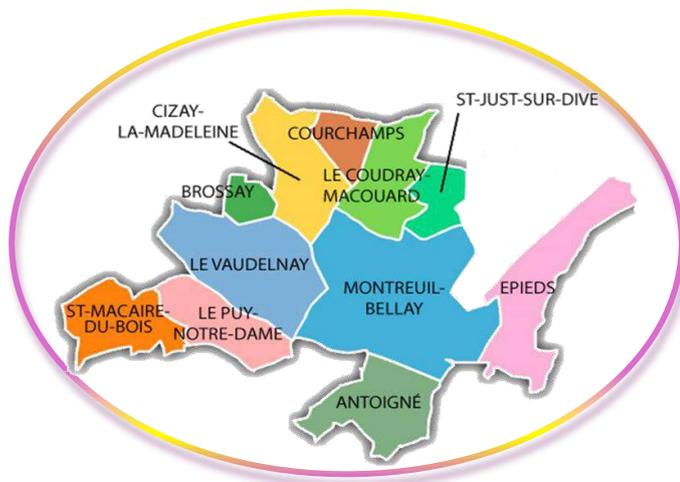




SITUATION GEOGRAPHIQUE

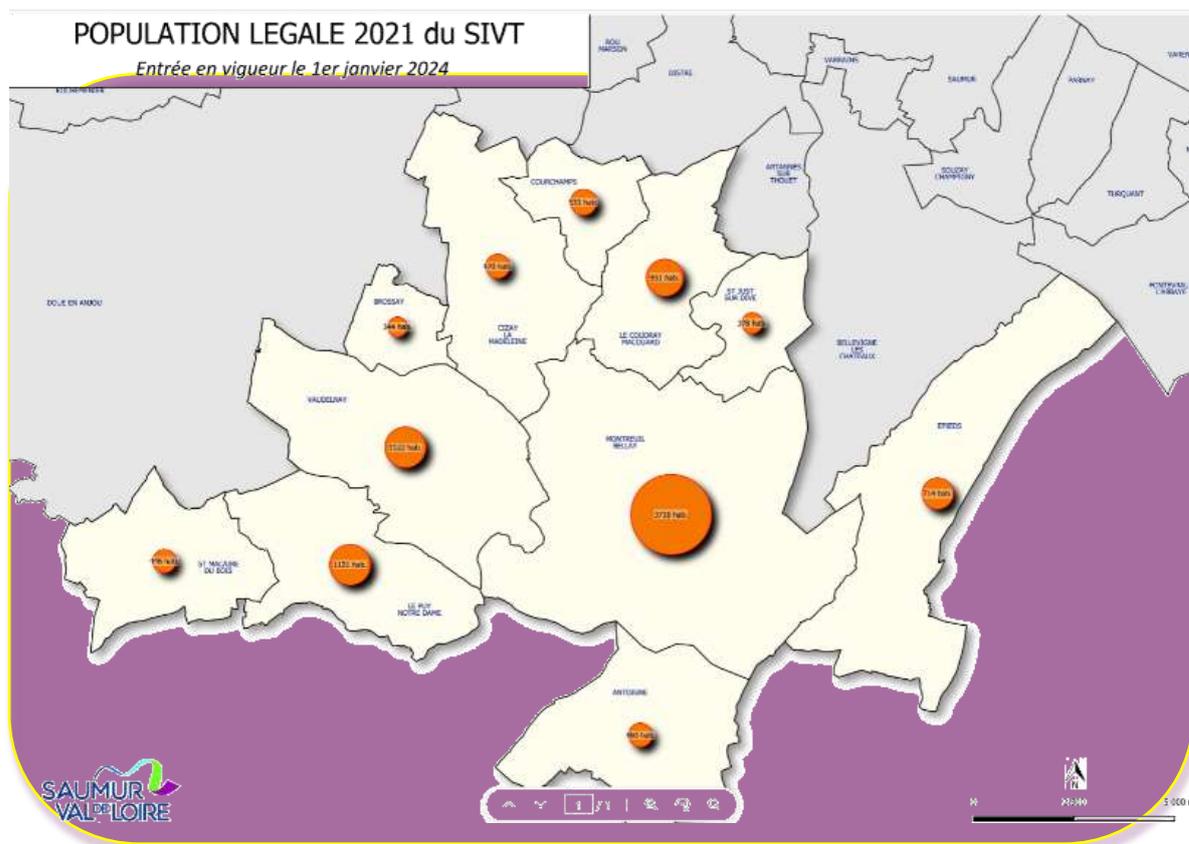


Le territoire du Syndicat Intercommunal du Val de Thouet (SIVT) est situé dans l'arrondissement de Saumur, au sud du département du Maine-et-Loire, à la limite des départements des Deux-Sèvres et de la Vienne. Il est traversé par la rivière « Le Thouet » qui coule du sud vers le nord avant de se jeter dans la Loire à Saumur. Limitrophe de la région Nouvelle Aquitaine et localisé dans la région des Pays de la Loire, il se situe à une vingtaine de kilomètres des villes de Saumur (49), de Thouars (79), et de Loudun (86). Cette situation singulière explique que les habitants du territoire sont tiraillés entre des polarités incertaines, qui varient au gré des services utilisés et des habitudes de vie de ses habitants.



Le territoire se regroupe autour de Montreuil-Bellay, commune la plus peuplée et qui occupe une position centrale. Avant 2014, la ville de Montreuil-Bellay était chef-lieu d'un canton comprenant treize communes. Depuis 2014, le nouveau découpage du canton a modifié l'organisation territoriale, si bien que, Montreuil-Bellay est dorénavant rattachée au canton de Doué-en-Anjou. Cela étant, sur le plan politico-administratif, le territoire représenté par le canton vit encore et est représenté par le SIVT. Néanmoins, il a perdu 2 communes (Saint Cyr en Bourg et Brézé) qui ont constitué une commune nouvelle.

POPULATION

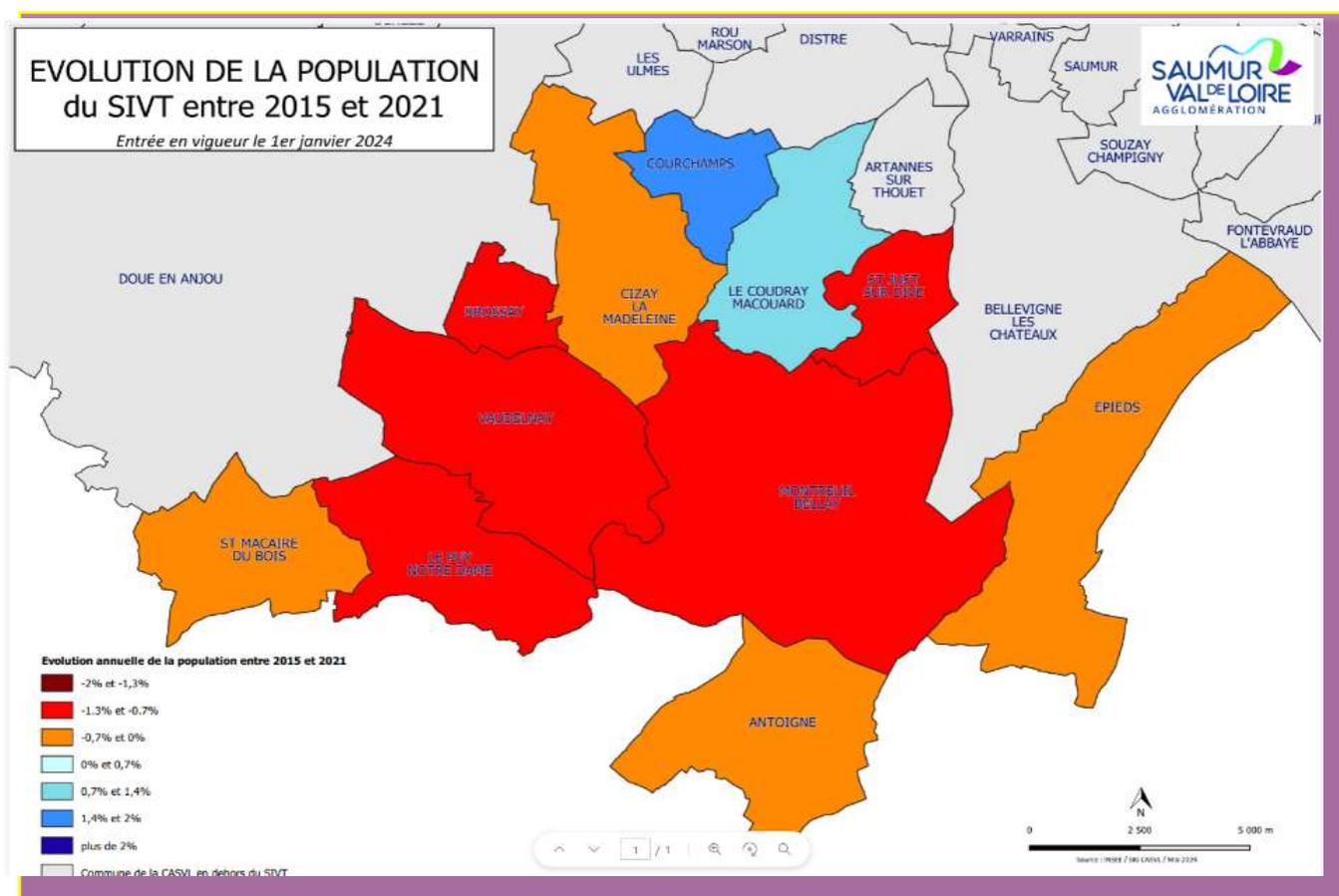


Au 1er janvier 2024, le Syndicat Intercommunal du Val du Thouet compte 10 247 habitants, dont 3710 (36%) sur la commune centre (Montreuil-Bellay).





UNE EROSION DEMOGRAPHIQUE QUI SE CONFIRME



Entre 2015 et 2021, toutes les communes du SIVT voient leur population réduire, à l'exception de Courchamps et du Coudray Macouard, qui sont plus proches de Saumur.

COMMUNES	POPULATION		
	2010	2015	2021
Antoigné	485	468	460
Brossay	324	370	344
Cizay-la-Madeleine	498	476	470
Le Coudray-Macouard	906	911	951
Courchamps	464	485	531
Epieds	709	738	714
Montreuil-Bellay	4014	3999	3710
Le Puy-Notre-Dame	1267	1201	1121
Saint-Just-sur-Dive	404	397	378
Saint-Macaire-du-Bois	436	457	446
Vaudelnay	1228	1175	1122
TOTAL	10735	10677	10247

Source : Insee, RP2021 (géographie au 01/01/2024), RP2015) et RP2010

Entre 2010 et 2021, le territoire a vu sa population se réduire de 488 habitants, dont - 304 habitants pour la commune de Montreuil-Bellay.





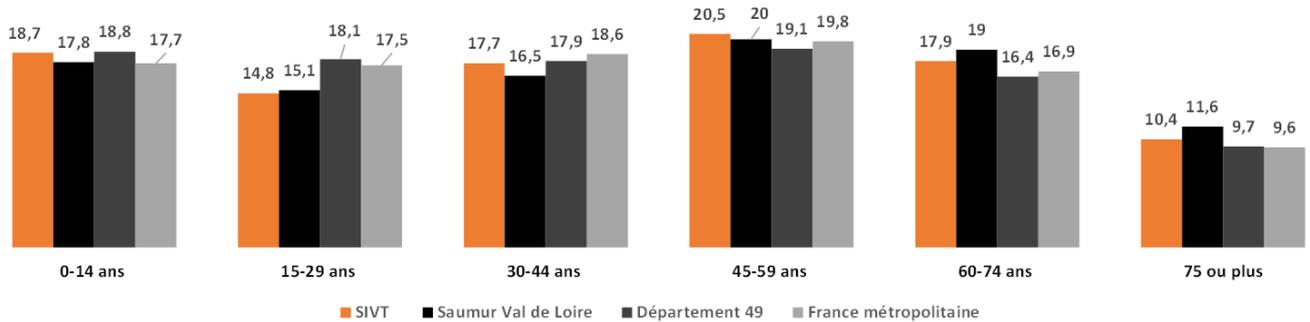
REPARTITION DE LA POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE

SIVT

PART DE LA POPULATION PAR AGE (en %)

Source Insee, RP 2020, géographie au 01/01/2023

Comparaison avec les moyennes de l'agglomération Saumur Val de Loire, du département, et de France Métropolitaine



Les données de population du SIVT traduisent les tendances suivantes :

15-29 ans : un creux démographique



Les enfants d'âge préscolaire et scolaire sont bien représentés



À l'inverse, aux âges des études supérieures, il y a un décrochage du SIVT et de Saumur Val de Loire par rapport aux données départementales et nationales



Ce creux démographique coïncide avec la période où une partie des jeunes quittent le territoire pour entreprendre des études supérieures

Les adultes de 30 à 59 ans sont bien représentés



ce qui peut s'expliquer par le grand nombre d'emplois des zones d'activité de Montreuil-Bellay

Au-delà de 60 ans



le poids des séniors du SIVT (28,3 %) est inférieur à celui de l'agglomération Saumur Val de Loire mais supérieur aux pourcentages du département et de France métropolitaine.

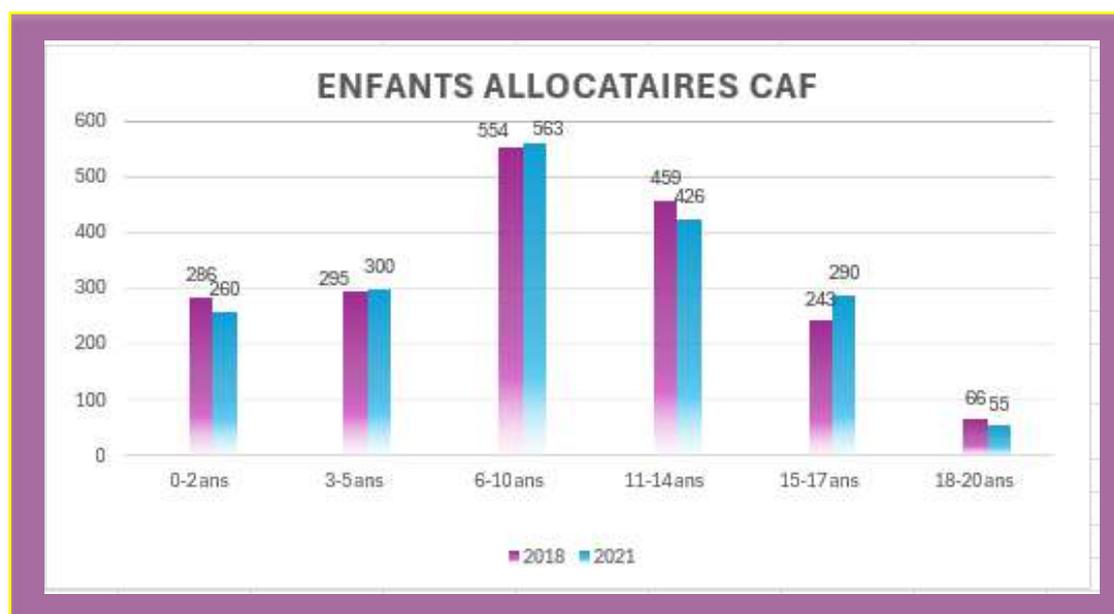
Les données de la Caisse d'Allocations Familiales qui suivent permettent d'avoir une lecture par tranche d'âge plus fine, pertinente pour analyser les besoins en mode de garde.





ZOOM SUR LES ALLOCATAIRES CAF

Enfants allocataires CAF						
Tranche d'âge	0-2 ans	3-5 ans	6-10 ans	11-14 ans	15-17 ans	18-20 ans
Années						
2018	286	295	554	459	243	66
2021	260	300	563	426	290	55



Une évolution du nombre d'enfants par tranche d'âge contrastée

Entre 2018 et 2021, le nombre d'enfants (allocataires CAF) d'âge préscolaire est en baisse (-26)

A l'inverse le nombre d'enfants d'âge maternel et de primaires est en hausse (+ 13)

La part des 11-14 se réduit (- 33) alors que celle des 15-17 ans augmente (+ 47)

Le nombre des 18 – 20 ans, déjà faible, diminue encore (- 11)





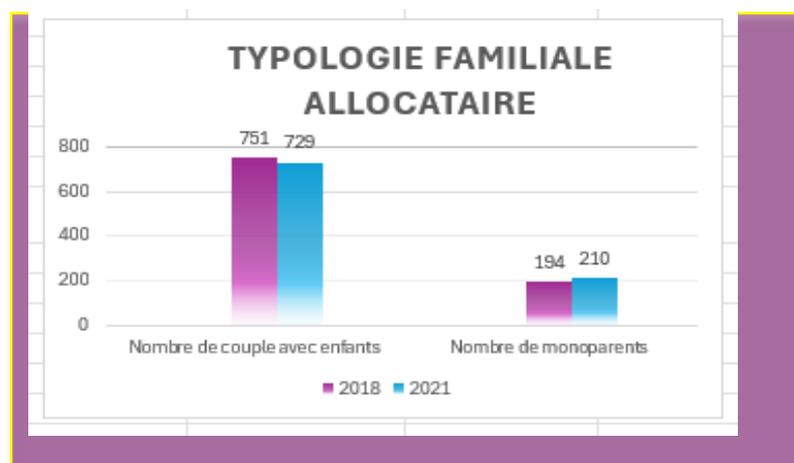
LES FAMILLES

EVOLUTION DU NOMBRE DE FAMILLES ALLOCATAIRES CAF AVEC ENFANTS DE 0 à 20 ANS

NOM COMMUNE	Nb familles avec enfant(s) 2018	Nb familles avec enfant(s) 2021	Evol.
ANTOIGNE	47	47	0,00%
BROSSAY	39	34	-12,82%
CIZAY LA MADELEINE	44	46	4,55%
LE COUDRAY MACOUARD	72	82	13,89%
COURCHAMPS	54	56	3,70%
EPIEDS	84	68	-19,05%
MONTREUIL-BELLAY	356	362	1,69%
LE PUY NOTRE DAME	91	86	-5,49%
SAINT JUST SUR DIVE	37	39	5,41%
SAINT MACAIRE DU BOIS	41	45	9,76%
VAUDELNAY	112	109	-2,68%
TOTAL	977	974	-0,31%

Le nombre de familles avec enfants est stable entre 2018 et 2021. Les évolutions dans chaque commune restent modérées, à l'exception de Epieds (- 16 familles) et Le Coudray Macouard (+ 10).

Couples et familles monoparentales

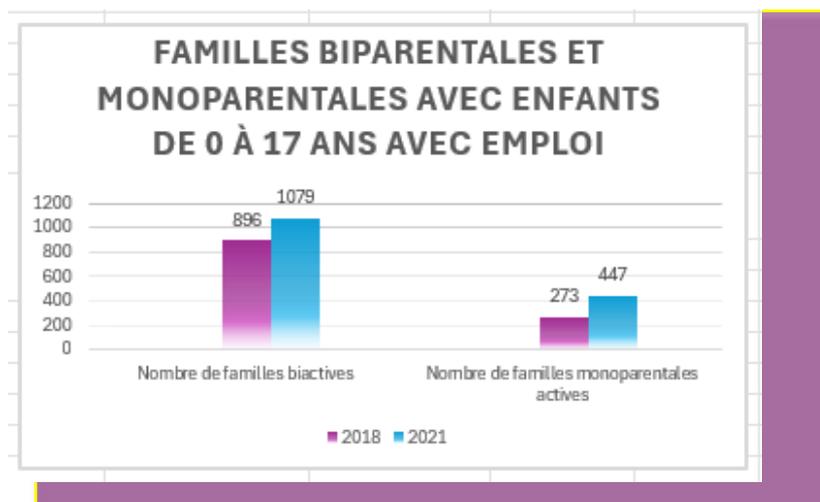


La part des familles monoparentales est de 25% (chiffre conforme à la moyenne nationale). Leur nombre a augmenté de 16 personnes entre 2018 et 2021. Par ailleurs, le diagnostic réalisé par Jérémy Lebrun en 2020 pour la commune de Montreuil-Bellay soulignait que pour la commune centre le nombre de familles monoparentales était déjà passé de 116 en 2012 à 169 en 2017. Le croisement de ces données confirme l'augmentation rapide du nombre de familles monoparentales, et leur implantation principalement à Montreuil-Bellay. Jérémy Lebrun concluait d'ailleurs que « l'installation des familles monoparentales se fait en priorité dans la commune centre, afin de disposer de services de proximité nécessaires à l'éducation et à la garde de leur(s) enfant(s).... Certaines familles monoparentales, selon un sondage réalisé dans le cadre de cette étude, disent ne pas trouver de solutions pour la garde de leur(s) enfant(s) sur certains créneaux, celles-ci reposent généralement sur des liens de solidarité auprès de leurs proches ».





Familles avec enfants et emploi



Le nombre de familles avec enfants de 0 à 17 ans avec emploi a fortement progressé entre 2018 (1169 familles) et 2021 (1526). L'augmentation est particulièrement importante pour les familles monoparentales (+ 64% en 3 ans.) Cela peut sans doute expliquer pourquoi, malgré une évolution démographique contrastée pour les 0 à 14 ans, les demandes de modes de garde sont croissantes sur tous les services (Multi-Accueil, garderie périscolaire, accueil de loisirs).

REVENUS ET MINIMAS SOCIAUX

Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2021, en euros

France	23080
MAINE ET LOIRE	22500
SIVT	21203
Antoigné (49009)	21680
Brossay (49053)	20760
Cizay-la Madeleine (49100)	21910
Courchamps (49113)	22010
Epieds (49131)	21250
Le Coudray-Macouard (49112)	22400
Le -Puy-Notre-Dame (49253)	20280
Saint-Just-sur-Dive (49291)	20500
Saint-Macaire-du-Bois (49302)	19620
Vaudelnay (49215)	22200
Montreuil-Bellay (49215)	20620

Champ : ménages fiscaux – hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2023

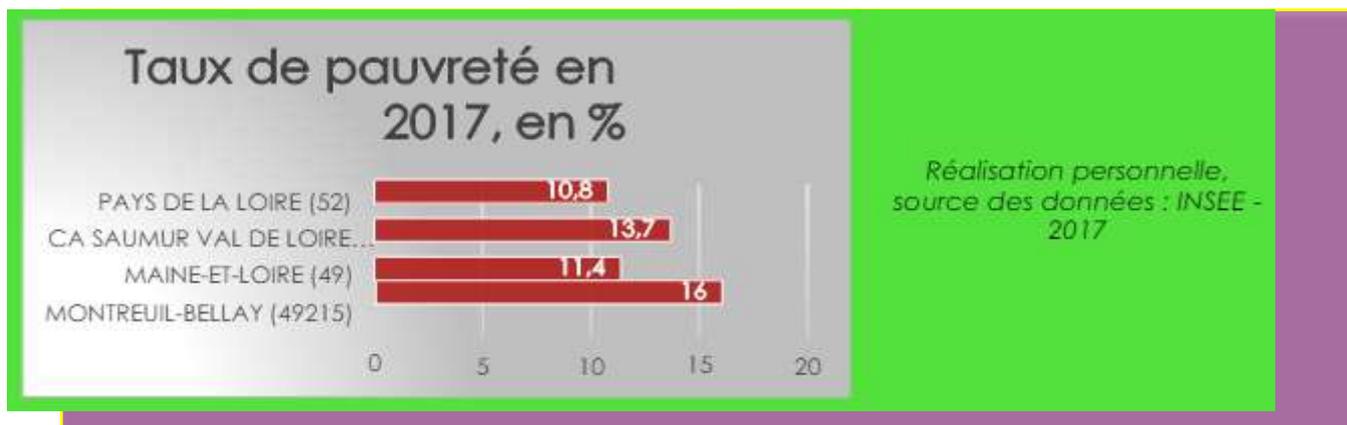
Des revenus médians modestes

Les revenus sont inférieurs aux moyennes départementales et nationales **pour chaque commune du SIVT**. Cet écart est néanmoins à relativiser pour les communes nord, plus proches de Saumur, dont les revenus moyens sont supérieurs à ceux des autres communes du SIVT.





Taux de pauvreté (Montreuil-Bellay)



Un taux de pauvreté très élevé.

Si on resserre l'analyse sur Montreuil-Bellay, on observe que le taux de pauvreté est plus élevé que celui de la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire. Il est même **1,5 fois supérieur au niveau du département et de la région.**

Minimas sociaux

Allocataires bénéficiaires du RSA ou Prime d'activité 2021

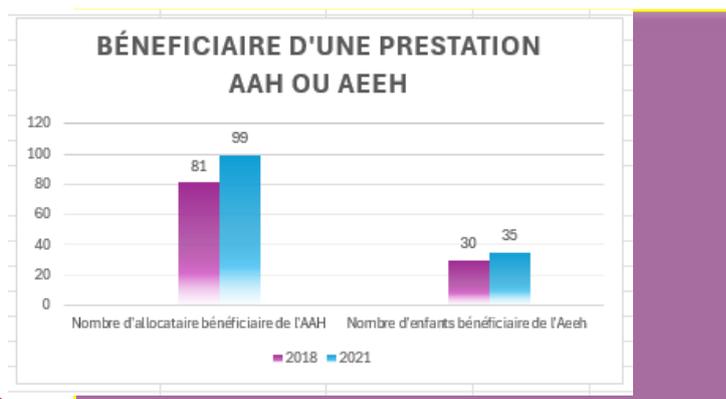
	SIVT		France
RSA	277	2,70%	2,63%
Prime d'activité	675	6,59%	6,84%

Le nombre de bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité est conforme à la moyenne nationale, alors que le taux de pauvreté est plus élevé. On peut faire l'hypothèse que cette proportion importante de personnes à faibles revenus (non bénéficiaires du RSA ou de la prime d'activité) est constituée, pour l'essentiel, de retraités percevant une pension modeste.

Bénéficiaire d'une prestation AAH ou AEEH

Données au 31/12/2021 et au 31/12/2018

Années	Nombre d'allocataire bénéficiaire de l'AAH	Nombre d'enfants bénéficiaire de l'AEEH
2018	81	30
2021	99	35



Le nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé et de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, augmente l'un et l'autre, entre **2018 et 2021.**





Synthèse revenus et minima sociaux

Quelques précautions d'usage sont nécessaires pour synthétiser les données. Ainsi, les échelles de comparaison entre les données CAF et INSEE ne sont pas toujours équivalentes (France, région, département). Par ailleurs, les comparaisons dans le temps sont parfois biaisées en raison des évolutions de dispositifs. Toutefois, **la plupart des indicateurs soulignent la fragilité économique des habitants du territoire**. Quand ces données demeurent dans la moyenne nationale c'est leur évolution qui est préoccupante. On pense en particulier au nombre de familles monoparentales. De ce point de vue, les habitants de la commune centre sont particulièrement concernés, de même que pour le taux de pauvreté.

Diplômes



	SIVT	CA Saumur Val de Loire	DEP 49	France Métropolitaine
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	7 740	74 678	589 012	47 926 881
Part des titulaires en %				
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	27,1	27,4	22,3	20,7
BEPC, brevet des collèges, DNB	5,6	5,7	5	5,4
d'un CAP ou d'un BEP	32,1	28,6	27,2	24,6
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	16,5	16,7	17,4	17,4
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 2	9,5	9,4	11,6	11,2
d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 3 ou bac + 4	5,1	6,9	8,7	9,5
d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 5 ou plus	4,1	5,4	7,8	11,2

Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2020

Un niveau de diplôme faible

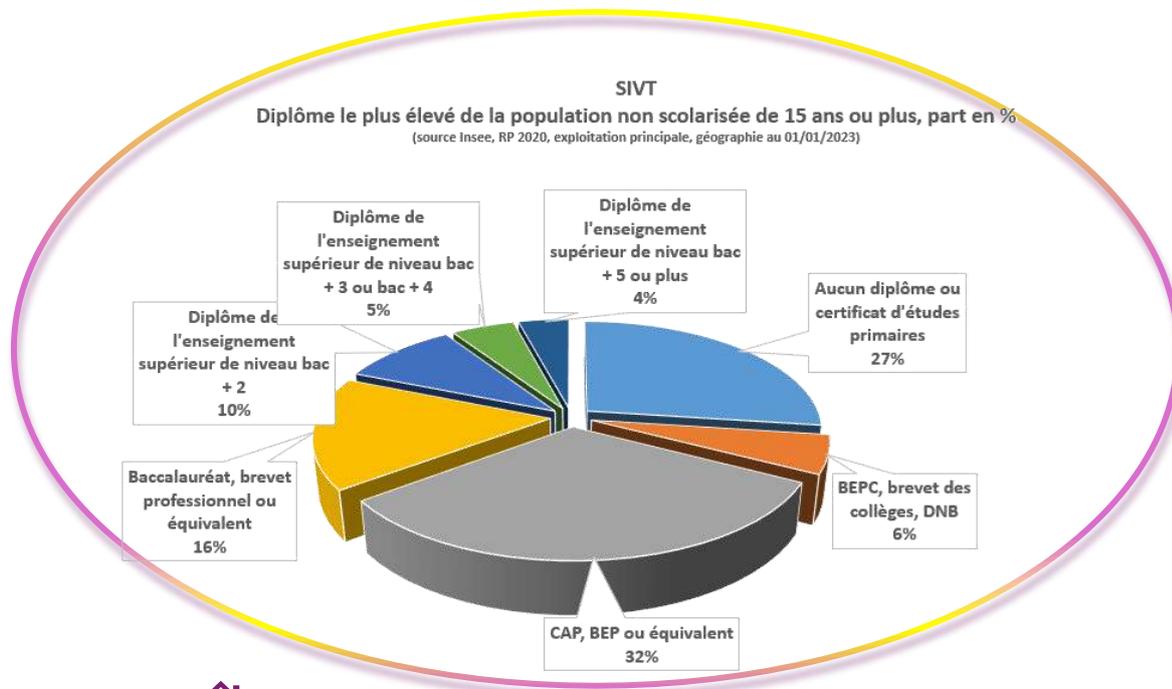
18,7 % des actifs du SIVT disposent d'un diplôme de niveau équivalent ou supérieur au baccalauréat contre 31,9 % au niveau national, 28,1 % au niveau départemental, et 21,7% pour l'agglomération Saumur Val de Loire.

En outre, 32,7 % des personnes de 15 ans ou plus, dont les études sont terminées, ne possèdent ni diplôme ni certificat d'études primaires. Un écart important par rapport à la moyenne nationale (6,6 points) et à la moyenne départementale (5,4 points).

Mais un nombre élevé de titulaires du CAP ou BEP

Les titulaires d'un CAP ou BEP (32,1 %) sont les plus représentés dans le territoire du SIVT comparativement aux autres niveaux de qualification observés dans le même territoire.

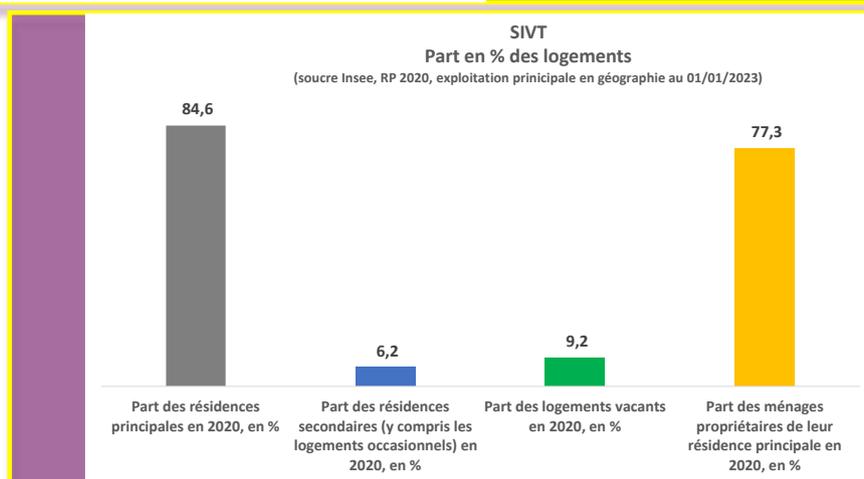




Logements

	SIVT	Antioigné	Brossay	Cizay-la-Madeline	Courchamps	Epiéds	Le Courday-Macouard	Le Puy-Notre-Dame	Saint-Just-sur-Dive	Saint-Macaire-du-Bois	Vaudelhay	Montreuil-Bellay
Nombre total de logements en 2020	5305	224	152	221	238	332	473	679	206	224	550	2006
Part des résidences principales en 2020, en %	84,6	85,8	90,1	88,7	90,1	85,8	84,7	77	77,2	82,2	84,5	84,6
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2020, en %	6,2	4,9	3,9	3,6	3,9	6,3	6,1	10,4	7,8	10,2	6,6	4,1
Part des logements vacants en 2020, en %	9,2	9,3	5,9	7,7	6	7,8	9,3	12,6	15,1	7,6	8,9	11,3

Source : Insee, RP2020 exploitation principale en géographie au 01/01/2023



La part des résidences principales est très élevée (84,6%) à comparer au taux de 74 % pour les communes rurales de France (Source INSEE 2021). Le taux de vacances de 9,2% est + élevé que celui des niveaux département ou région, mais il reste comparable à celui des communes rurales de France (9%).



SYNTHESE PRESENTATION DU TERRITOIRE

La démographie du territoire est comparable à celle de nombreux espaces ruraux éloignés des centres urbains. Elle se caractérise par une stagnation, voire une baisse du nombre d'habitants, et un vieillissement de la population. Une partie des jeunes quittent le territoire à l'âge de l'entrée dans les études. Toutefois, la zone industrielle permet de proposer un volume d'emplois conséquent, si bien que la part des 25-59 reste significative.

Par ailleurs, le taux de pauvreté est élevé, les indicateurs de précarité en augmentation, et le niveau de diplôme faible. Néanmoins, la part des personnes titulaires d'un diplôme professionnel est élevée. Enfin, la part des ménages ou familles monoparentales avec enfant(s), ayant un emploi est en forte hausse, ce qui explique sans doute l'augmentation importante de demande de modes de garde.

PISTES DE REFLEXION



Comme nous l'avons mentionné plus haut, Jérémy Lebrun a réalisé un diagnostic très complet en 2020. Bien que centré sur la commune de Montreuil-Bellay, il apporte un éclairage intéressant pour l'ensemble de notre territoire. Il a par ailleurs, le mérite de mettre en exergue des problématiques et pistes de réflexion sur des champs qui concernent directement le centre social. En voici quelques extraits.

Population

Un vieillissement de la population qui va continuer de s'accroître : Cette donnée nous invite à prendre en compte un enjeu d'accompagnement du « bien vieillir » en faveur de ces publics sur la commune de Montreuil-Bellay (accès aux services primaires et de santé, maintien à domicile, animations...). Plusieurs actions concrètes sont déjà en place (une relocalisation de l'EHPAD, la maison de santé, le transport solidaire, le projet « bien vieillir » porté par le CSCI...). Les enjeux qui concernent le vieillissement de la population nous invitent à nous interroger sur les différentes formes de précarité (numérique, alimentaire, relationnelle, affective et familiale, de conditions de vie) rencontrées par ces populations et les solutions à proposer pour tendre vers leur réduction.

Une hausse du nombre de personnes qui vivent seules et/ou seules avec un ou plusieurs enfants : On constate une évolution croissante des familles monoparentales sur la commune. Ainsi, le soutien à la parentalité et l'accès à l'information concernant l'ensemble des aides et des services existants (notamment en termes de « moyens de garde ») apparaissent comme des enjeux majeurs. Il peut y avoir un intérêt pour le CSCI à réfléchir de façon collective sur la manière d'aborder la parentalité de façon transversale à travers les différents secteurs de sa propre organisation, mais également via un réseau d'acteurs présents sur le territoire. L'évolution du nombre de ménages d'une seule personne, sur la commune, nous amène également à poser la question de l'isolement et des solutions d'accompagnement existants ou à développer.





Un taux de pauvreté important et progressif :

L'enjeu d'accompagnement par public des populations les plus touchées par la pauvreté et/ou par des formes de précarité : Les publics identifiés par ces problématiques à Montreuil-Bellay sont : les jeunes, les retraités, les familles monoparentales, les individus pas ou peu formés. Il paraît nécessaire, pour l'ensemble des acteurs du monde économique et social, de travailler ensemble sur l'accompagnement des publics les plus précaires pour un soutien de proximité des populations les plus touchées par la pauvreté et la précarité, en faveur d'un retour sur le marché du travail et de meilleures conditions de vie.

Emploi économie formation

Un enjeu à établir un rapport concret entre l'offre et la demande sur le territoire : un intérêt à rendre plus visibles les acteurs de l'insertion sur le territoire (Mission Locale, information jeunesse) de façon à les rendre identifiables par tous. Elles sont un relais de l'information incontournable. L'objectif sera aussi d'aller vers des modèles « PPP » Partenariat Public Privé, créer davantage de liens avec les entreprises locales sur le volet « emploi » pour faciliter les mises en relation entre les appétences des demandeurs d'emploi, leurs qualifications, et les exigences des entreprises en termes de recrutement.

L'enjeu de formation des jeunes : Le faible taux de scolarisation des jeunes soulève un enjeu de lutte face au décrochage scolaire au-delà de l'école primaire, en poursuivant un accompagnement au collège. Il peut y avoir un intérêt à identifier et à travailler de façon plus individualisée auprès des publics se trouvant dans des situations familiales complexes. Il pourrait également s'avérer utile de questionner les mobilités et l'engagement multi-acteurs des différents professionnels de l'insertion (pilotage et réseau).

Le Tiers Lieu : Une volonté de gouvernance multi-acteurs au service du territoire par cet outil, autour des valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire. Dans des logiques de développement durable, le Tiers-Lieu a pour ambition de développer, entre autres, des actions d'économie circulaire en répondant aux besoins présents sur le territoire.

Vie sociale et gouvernance multi-acteurs

Citoyenneté, démocratie participative : Un enjeu à repenser la place de la gouvernance des jeunes sur le territoire, à les écouter, les consulter et prendre en considération le fait qu'ils soient sources de créativité et force de proposition. Un enjeu de communication et de mobilisation des habitants autour de la question du budget participatif.

Tissu associatif : Afin de préserver les grandes actions associatives du Montreuillais qui participent activement au rayonnement du territoire, il paraît essentiel d'accompagner et de piloter le changement en faveur des successions de la présidence des associations montreuillaises.



Inclusion numérique : Les spécificités des publics qui composent le territoire dégagent aussi un intérêt à établir une stratégie multi-acteurs de lutte contre la fracture numérique par public afin de favoriser l'équité et la justice sociale.

« **Une volonté commune de faire ensemble** » : Les différents entretiens réalisés dans le cadre de l'étude montrent un intérêt de tous à « faire ensemble » sur la base d'une « gouvernance partagée multi-acteurs ». L'enjeu est celui de trouver les leviers et les outils pour y parvenir. Enfin, les rapports entre les politiques publiques et le CSCI soulèvent des questionnements autour des notions de gouvernance, de gestion et de management (CSCI, ville de MB et SIVT). *(Depuis, les collectivités et le centre social ont mis en place une instance de dialogue de gestion qui a démontré son efficacité).*

En guise de conclusion Jeremy LEBRUN soulignait « la nécessité à mobiliser les habitants et les sensibiliser à leur espace de vie afin de les inviter à œuvrer et à agir sur leur environnement, vivre et « consommer » leur territoire autrement. Aller vers une démocratie participative renforcée.

3 ans plus tard, le fil rouge du projet « **la participation des habitants** » fait écho à cette conclusion.



CONTEXTE

Le Centre Social du Montreuillais sort d'une période difficile. En effet, il a traversé la crise COVID, et une grave crise financière. Dans ces conditions, l'association n'a plus déposé de projet Quadriennal depuis 2017. Celui-ci a donc été prolongé pour 2022 puis 2023. C'est pourquoi nous avons proposé pour 2024, d'établir **un projet de transition** d'un an, afin de remédier aux difficultés de fonctionnement de la structure, puis d'avoir la capacité de relancer les démarches projets pluriannuels habituelles.



BILAN

RAPPEL DU PROJET 2024

REMEDIER AUX FRAGILITES

Fragilités économiques :
(Plus de 100 000 euros de déficit annuel, faible trésorerie)

Fragilités administratives

Gestion Complexe

Ces difficultés sont telles qu'elles menacent la pérennité des services. La structure se trouve alors confrontée à la gestion permanente d'urgence au détriment du travail de fond. L'objectif pour l'année qui vient est de remédier durablement aux difficultés de fonctionnement afin de rebasculer en mode projet».

CONSOLIDER DURABLEMENT LES POINTS DE FRAGILITE

Fragilité financière

LES CONSTATS INITIAUX :

Déficits élevés en 2019, 2020

Un investissement de 180 000 euros effectué avant de connaître le 1^{er} déficit.

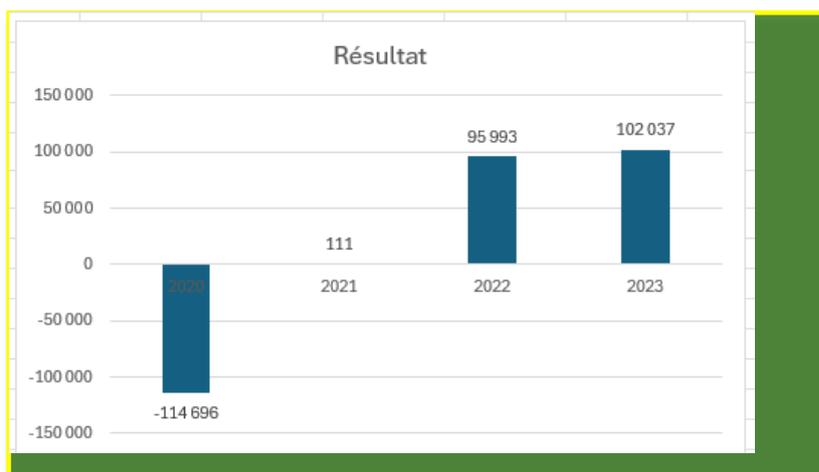
Un Résultat 2021 en trompe l'œil, en raison du COVID, qui donne l'illusion d'un retour à l'équilibre, alors que le déficit structurel reste de l'ordre de 40 000 €.

Une trésorerie limitée, qui nécessite un retour à l'équilibre immédiat

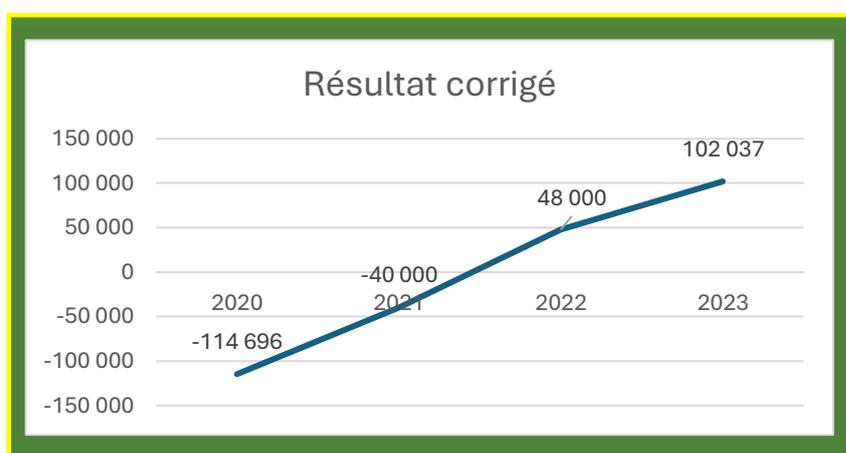




DES PROGRES SPECTACULAIRES :



A cours des 2 dernières années, le CSC est passé d'un déficit de + de 100 000 à 1 réquilibrage de la trésorerie.



En pratique, le redressement a été plus progressif que les résultats ne l'indiquent. En effet, d'une part l'exercice 2021 a été parasité par le COVID, d'autre part une reprise de provision de 47 859 euros est venu gonfler « artificiellement » le résultat 2022. Quand on neutralise ces données, l'évolution correspond davantage au diagramme ci-dessus.

LES LEVIERS UTILISES :

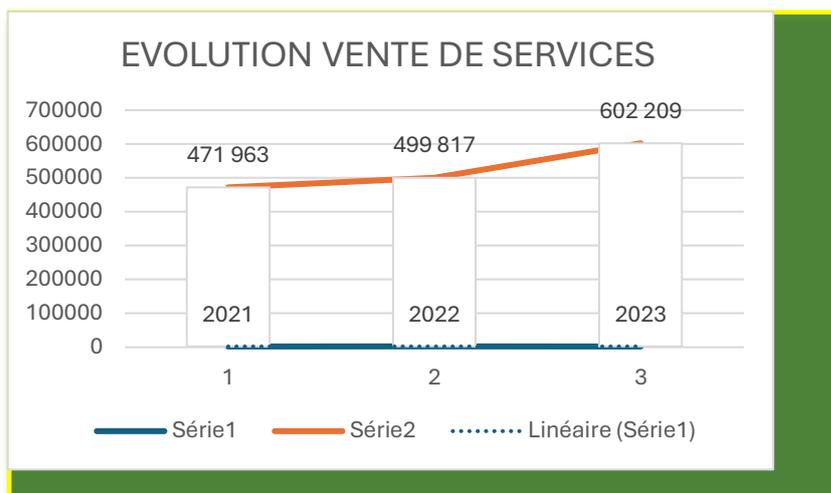
Une vigilance accrue de toute l'équipe, salarié(e)s et bénévoles, qui s'est traduit par la meilleure maîtrise des coûts, la renégociation de contrats, l'adhésion à une centrale d'achats, ...

Le recours (mesuré) à des contrats d'alternance.

Une veille de tous les instants sur les subventions, en particulier sur les secteurs enfance-jeunesse, familles et bien vieillir.

La rationalisation de la gestion des modes de garde. Plusieurs dysfonctionnements ont été corrigés (*Par exemple, pour le multi-accueil, un nombre de places réservées aux occasionnels disproportionné par rapport aux demandes. Cela avait le double inconvénient de ne pas répondre aux besoins réels des familles et de créer du déficit. De la même manière, les tentatives de limiter l'ouverture de l'accueil de loisirs pour réduire les déficits était une stratégie erronée*). Les modes de gardes réalisent des résultats bien supérieurs depuis qu'ils ont une forte fréquentation et satisfont aux demandes des familles.





De 2021 à 2023, la vente de services a augmenté de 131 000 euros (participation des familles, et prestations des services).

Une gestion plus efficace

Constat initial : Les outils utilisés en comptabilité sont inutilement complexes, génèrent des erreurs et ne permettent plus d'avoir un réel pilotage économique de la structure.

Les 3 pistes d'amélioration ont été menées à bien :

- Simplifier le plan comptable utilisé, très lourd et source d'erreurs. Le plan est passé de 235 à 78 lignes et a été approuvé par les experts comptables.
- Simplifier l'analytique. Passage de 29 comptes analytiques à 14.
- Mise aux normes de la gestion des subventions. La mise aux normes est réalisée. De plus, un outil partagé a permis d'améliorer le suivi des subventions.

Par ailleurs, nous avons été à l'origine de la création d'un groupe de comptables au niveau de la fédération des centres sociaux, qui permet de mutualiser des outils.

Enfin, le centre social a changé d'expert-comptable en 2024, de façon à rejoindre un cabinet réputé pour sa connaissance des centres sociaux.

SYNTHESE DIFFICULTES FINANCIERES ET GESTION :

- L'amélioration des outils de gestion a apporté les résultats attendus. Les données issues de la comptabilité sont maintenant pertinentes et permettent de retrouver la maîtrise de la gestion et du pilotage financier de la structure.
- Les résultats annuels ont évolué de façon spectaculaire.
- La trésorerie a été reconstituée à un niveau convenable.
- **Le centre social, qui était jusque-là paralysé par les urgences financières retrouve de la visibilité et peut rebasculer en mode projet.**



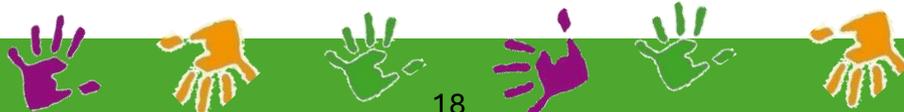
Organisation administrative



EXTRAIT DU PROJET 2024

ENJEUX : GAIN DE TEMPS ET D'EFFICACITE

- MISE EN PLACE D'UN SERVEUR
- OUTIL DE CENTRALISATION DES INSCRIPTIONS
- REORGANISATION DU MULTI-ACCUEIL





MISE EN ŒUVRE :

	CONTEXTE	OBJECTIFS	REALISATION
SERVEUR	<p>Pas de serveurs ni mailings communs <i>(En pratique chaque salarié ressaisit l'ensemble des mailings nécessaires)</i></p>	<p>Dossiers partagés</p> <p>Mailings communs</p>	<p>Serveur mis en place, mais accidentellement détruit (sauvegarde comprise).</p> <p>La réinstallation a été effectuée, l'arborescence est pertinente, mais tant qu'il n'y aura pas de possibilité de sauvegarde sur le cloud (faute de fibre) l'équipe reste frileuse dans l'utilisation de l'outil.</p>
INSCRIPTIONS, (notamment ACM)	<p>Double saisie, animateurs, secrétariat.</p> <p>Pas d'inscription en lignes</p>	<p>Evolution logiciel :</p> <ul style="list-style-type: none">- Saisie unique- Inscriptions en ligne (correspond à la demande des familles).	<p>Logiciel acheté.</p> <p>Formation en cours.</p> <p>Mais pas de mise en route avant l'arrivée de la fibre.</p>
GESTION MULTI-ACCUEIL	<p>Gestion centralisée (1 salariée)</p> <p>Contrats familles inadaptés</p> <p>Gestion prévisionnelle des présences peu opérante.</p>	<ul style="list-style-type: none">- Gestion reposant sur 3 salariées- Refonte des contrats- Formation au logiciel.	<p>Les contrats ont été refondus. Au besoin, une commission examine les demandes. L'équilibre entre accueil occasionnel et régulier est plus pertinent. Il répond mieux aux besoins des familles et favorise un « taux d'activité satisfaisant ».</p>





Synthèse organisation administrative :

Des progrès ont été enregistrés, mais les efforts accomplis n'ont pas tous donné les résultats escomptés. Le principal point noir résulte dans l'absence de fibre et le niveau de connexion trop faible qui en découle. Cela constitue un frein à l'évolution de notre fonctionnement (Le centre social a multiplié les démarches (y compris politiques). Nous avons obtenu plusieurs promesses assorties de dates de mise en œuvre, dont aucune n'a été respectée jusque-là. L'utilisation efficace du serveur et les inscriptions en ligne dépendent de cette contrainte technique).

RETROUVER L'ADN DES CENTRES SOCIAUX

- ➔ L'ACCUEIL DES HABITANTS
- ➔ ALLER VERS
- ➔ RENOVER LE MODE DE GOUVERNANCE

Repenser l'accueil des habitants

EXTRAIT DU PROJET 2024

CONTEXTE :

Bureau d'accueil séparé du public, qui renvoie un sentiment de crainte, d'exclusion et non d'intégration.

Espace de vie insuffisamment approprié par les habitants.

Relation de simple gestionnaire de services à usagers.

MISE EN ŒUVRE :

Objectif

Ouvrir l'accueil, et adopter un mobilier + rond, + convivial

Réalisation

Le nouveau mobilier a été mis en place. Il s'agit d'un progrès, mais les usagers sont toujours accueillis dans un espace contigu au couloir. Une restructuration plus globale semble nécessaire.





Objectif

Transformer la salle principale en réel espace de vie

Réalisation

- Des travaux ont été réalisés, qui permettent d'installer un espace numérique en libre accès, et attendant à l'espace France service. Toutefois des contraintes techniques n'ont pas permis de déplacer une cloison comme cela était prévu.
- Quelques usagers commencent à utiliser la cafétéria en autonomie.
- Des ateliers numériques et la ludothèque se sont installés dans la salle des habitants.

Objectif

Changer de posture (accueil, écoute, démarche projet).

Réalisation

Des rencontres thématiques « accueil » ont eu lieu avec d'autres centres sociaux. 2 salariées de France service et médiation numérique ont fait évoluer leur posture. Elles dépassent leur posture de services et commencent à associer les usagers à des recherches de solutions collectives, ou à l'aménagement du local, ... Toutefois des freins demeurent qui nécessitent des évolutions plus marquées. Par ailleurs, c'est sur l'ensemble des sites que la question de l'accueil des habitants se pose, et pas seulement au siège. Des efforts ponctuels ont été réalisés ici ou là, mais doivent être amplifiés.

Aller vers

EXTRAIT DU PROJET 2024

CONTEXTE :

Une posture de « Aller vers » déjà bien ancrée sur le quartier de la Herse (quartier HLM où se trouve le siège du CSC) avec les activités jeunesse, familles, bien vieillir, mais déficit de reconnaissance hors de Montreuil-Bellay.

MISE EN ŒUVRE

Objectif

Développer la culture commune autour du « aller vers ».

Réalisation

Les secteurs déjà expérimentés dans ce domaine ont poursuivi leurs activités. Ainsi des animations de type porteurs de parole ont eu lieu au marché (à plusieurs reprises) dans le hall du supermarché local. Pour autant, il n'y a pas eu essaimage au niveau de l'ensemble de l'équipe. Par ailleurs, une seule expérimentation de porte à porte dans les tours du quartier de la Herse a été réalisée.

Objectif

Expérimenter la délocalisation des services vers les communes excentrées.

Réalisation

- Des animations ponctuelles ont été poursuivies, par l'équipe jeunesse, sur les city-stades, ainsi que des chantiers de jeunes décentralisés.
- Depuis le printemps 2023, les ateliers numériques et des permanences de France services sont délocalisées dans des communes. Les résultats sont encourageants. L'implication de la commune d'accueil est un critère essentiel de réussite.





Rénover le mode de gouvernance

EXTRAIT DU PROJET 2024

CONTEXTE

La participation des habitants aux thématiques portées par le centre social a été mise à mal depuis le COVID (hormis sur des démarches spécifiques de type « pacte de coopération »).

Peu de nouveaux administrateurs, faible mixité générationnelle.

Le CA est parfois enfermé dans des problématiques administratives (contrats, gestion, ...) au détriment des débats sur les enjeux de territoire.

MISE EN ŒUVRE

Objectif

Organiser des temps d'échanges avec les usagers et habitants.

Réalisation

- Un Comité d'usagers au Multi-accueil (très riche, mais qui doit devenir régulier).
- L'organisation de blabla parents avec l'accueil de loisirs.
- Des temps d'échanges sur la transition écologique au Tiers lieu.
- Le retour de la semaine petite enfance.
- Ces quelques exemples illustrent un mouvement en cours, réel, mais à amplifier.

Objectif

Création ou relance de commissions thématiques.

Réalisation

La commission petite enfance a redémarré, la commission enfance / jeunesse fonctionne mais son activité peut être développée. Les activités familles et bien vieillir reposent sur une forte mobilisation des bénévoles, mais sans structuration claire en commission. Un collectif militant actif se développe au Tiers lieu.

Objectif

Modification statutaire. Réorganiser les modalités de prise de décision. Revoir le rôle de chaque instance au regard des questions de gestion, d'orientation. Renforcer les échanges avec les commissions sur les enjeux thématiques. L'expertise de la fédération des CSX sera sollicitée en vue de la réforme statutaire.

Réalisation

Des conseils d'administration thématiques ont eu lieu sur les activités du secteur jeunesse, le tiers lieu et la transition écologique et le projet de centre. Ils ont été animés par des membres de commissions, des salariées, et des membres du collectif Tiers lieu. Les participants ont été bien plus actifs que durant les conseils d'administration dédiés à la gestion. La question des modalités de décision, des processus, et des délégations est plus que jamais posée. Comment adopter un fonctionnement qui concilie la prise de décision opérationnelle rapide et la capacité d'orientation des représentants de l'association ? La réforme statutaire envisagée pour le 1^{er} semestre 2024 a été reportée au 1^{er} trimestre 2025.





Synthèse : retrouver l'ADN des centres sociaux

La logique de mobilisation des habitants atteint des niveaux différents d'un secteur à l'autre. Elle est au cœur des pratiques des animateurs jeunesse. Les secteurs Bien vieillir et familles sont eux aussi empreints de cette culture. Le Relais Petite Enfance porte un travail de commission et d'animations collectives. A l'inverse, les modes de garde et les actions telles que France Services et médiation numérique, qui se sont construits sur des logiques de service ont eu plus du mal à intégrer les logiques participatives.

La situation avance par petits pas. L'évolution de la posture des animatrices France Services et médiation numérique, la mise en place des blablas parents à l'accueil de loisirs, la volonté d'ouvrir davantage la porte aux parents du Multi-accueil sont autant de signes qui soulignent qu'un mouvement est en cours. Mais on est encore loin d'une évolution de culture d'équipe, et le prochain projet doit permettre d'amplifier ce mouvement.

L'analyse est similaire pour les questions de gouvernance.

Des commissions ont vu le jour, quelques conseils d'administration ont fonctionné selon un modèle plus dynamique, le collectif tiers lieu apporte de nouvelles pratiques et un renouvellement de génération. Mais il, y a une réelle marge de progression avant d'obtenir une cohérence de structure. **Le prochain projet devra permettre de traiter les questions de participations dans une logique d'ensemble**, depuis l'accueil des habitants, le « aller vers », la posture d'animation, les débats collectifs et l'articulation avec les instances de décisions.

Faire converger le projet avec les autres démarches de projet de territoire

- ➔ CONVERGENCE AVEC LE PACTE DE COOPERATION
- ➔ CONVERGENCE AVEC LA CONVENTION TERRITORIAL GLOBALE (CTG)
- ➔ DIALOGUE AVEC LES COLLECTIVITES

EXTRAIT DU PROJET 2024

CONTEXTE

La démarche de pacte de coopération a suscité des espérances et facilité l'émergence de la Convention pluriannuelle d'objectifs et de gestion (CPO). Mais elle a été mise entre parenthèses lorsque le dialogue de gestion a démarré. Il reste donc à clore la démarche de pacte avec les habitants, élus et partenaires qui y ont participé.

La CTG a pris du retard, et les actions ne seront définies qu'en fin d'année.

L'instance de dialogue de gestion mise en place en 2021 a amélioré les échanges entre centre social et collectivités. Le projet collectif en lien avec les communes du SIVT semble toutefois incertain.



MISE EN ŒUVRE

Objectif

Réaliser la dernière étape du pacte de coopération en présentant les conclusions aux participants et en faisant le lien avec la Convention Pluriannuelle d'Objectifs (signée avec les collectivités) et le projet de centre.

Réalisation

Etape accomplie à l'occasion de l'assemblée générale 2023.

Objectif

Connaitre les orientations de la Convention Territoriale Globale (CTG) pour définir le projet de centre, de façon à construire une démarche de projet de territoire cohérente, et clarifier le portage de la coopération petite enfance, voire du numérique.

Réalisation

La CTG a été signée. Un chargé de coopération est en cours de recrutement. Les champs de la petite enfance, l'enfance et la jeunesse sont couverts. La question de la coopération du volet numérique méritera peut-être d'être réabordée d'ici 1 à 2 ans.

Objectif

Prendre soin d'associer les communes du SIVT au prochain projet de centre. Le projet de centre et le projet de territoire du SIVT doivent mûrir dans un même mouvement.

Rappel du contexte

En Janvier 2022, deux communes du SIVT ont acté une fusion et la création de la commune nouvelle de « Bellevigne les châteaux. » Elles ont quitté le SIVT (financier du centre social). Il s'agit de 2200 habitants et donc d'une forte baisse des contributions. Par ailleurs, les déficits répétés du centre social ont créé beaucoup d'anxiété pour les communes, qui avaient le sentiment de « verser dans un puit sans fonds » et sans mesurer les effets en retour.

Réalisation

Les représentants des collectivités au conseil d'administration s'associent à l'élaboration du projet de centre en cours. Néanmoins nous n'en sommes pas à une co-construction active.

Il fallait auparavant créer les conditions d'un dialogue fécond et retrouver la confiance. C'est ce que l'instance de dialogue de gestion a permis de faire.

Les élus ont souligné à maintes reprises la transparence de gestion et les résultats économiques spectaculaires. De leur côté, ils ont pu faire entendre qu'avec un contexte économique difficile auquel s'ajoute le retrait de 2 communes du SIVT, la période n'était pas à l'accroissement de charges. Par ailleurs le centre social transmet dorénavant à chaque commune les chiffres de fréquentation des services par ses administrés.

Les élus soulignent que la confiance est revenue. Il redevient possible de parler projets, sous réserve de rester attentif aux contraintes économiques.



Synthèse du bilan

Les difficultés financières du centre social étaient telles, qu'elles impactaient la logique de projet du centre social.

Comment basculer en mode projet quand la « survie de certains services est incertaine ?

Les outils de comptabilité et de gestion ne permettaient pas un pilotage opérationnel de la structure. Enfin les élus avaient perdu confiance dans le centre social et se plaignaient d'un manque de transparence.

Résoudre ces fragilités constituait le 1er enjeu de la période écoulée.

La mission est accomplie dans toutes ses composantes. Renouer avec les excédents, reconstituer la trésorerie, améliorer les outils de pilotage économique, retrouver la confiance dans la relation aux collectivités.

L'amélioration du fonctionnement administratif venait en second objectif. Les dysfonctionnements ne constituent pas un risque vital, mais perturbent néanmoins la performance de la structure. **Des efforts ont été accomplis, dont certains restent stériles** en raison de causes externes (absence de fibre).

Ces diverses améliorations n'ont de sens que si elles ont mis au service du projet. De ce point de vue, on peut souligner que :

- La structure peut enfin basculer en mode projet.
- Des petits pas ont déjà été effectués en matière d'accueil ou d'instances de dialogues (parents, collectif tiers lieu, ...) ainsi que des actions de décentralisation de services.

Toutefois, le centre social reste loin d'une cohérence de structure en matière de dynamiques participatives. Il nous semble néanmoins que le chemin parcouru ces derniers mois est encourageant, et nous voulons voir dans ces petits pas l'amorce d'un mouvement de plus grande ampleur. **Ce sera l'enjeu du projet 2025-2028.**





LE CENTRE SOCIAL ET SON ENVIRONNEMENT

LES VALEURS DU PROJET ASSOCIATIF

Extrait du projet social 2021-2023

« Le Centre Social et Culturel et Intercommunal entend être un foyer d'initiatives, portées par des habitants associés, appuyées par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire ».

Nos valeurs de référence se placent dans la mouvance des mouvements de l'éducation populaire, et se référant à quatre valeurs fondatrices :

- ◆ Le respect de la dignité humaine
- ◆ La solidarité
- ◆ La démocratie
- ◆ La laïcité, la neutralité et la mixité sociale

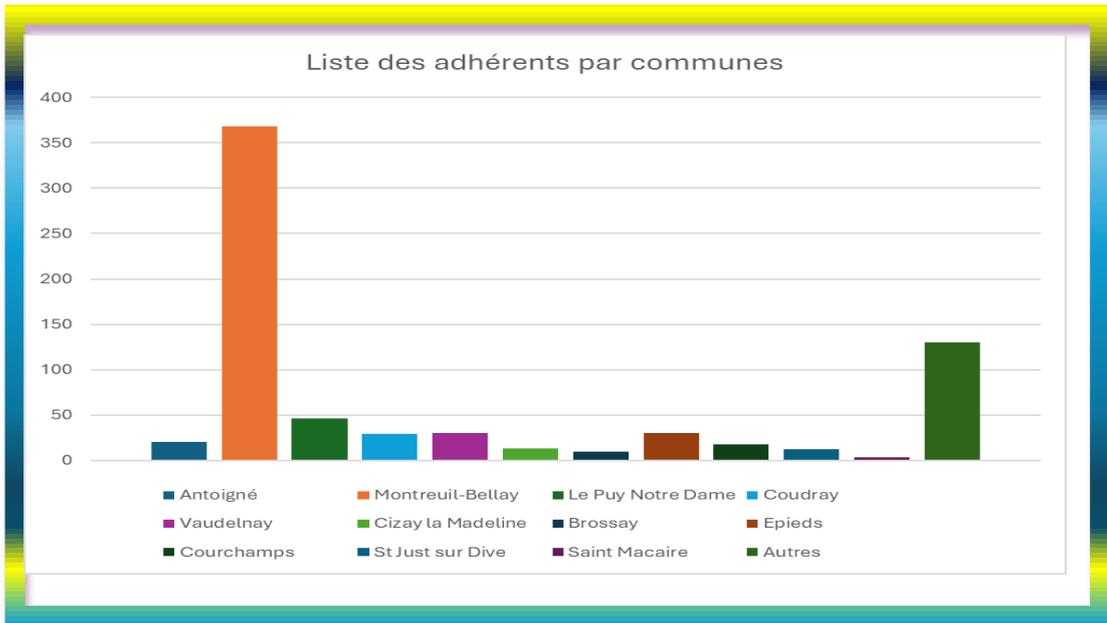
LES MISSIONS DU PROJET ASSOCIATIF

La circulaire de la CNAF de 2012 réaffirme le rôle des Centres sur les territoires. Quatre missions sont attendues :

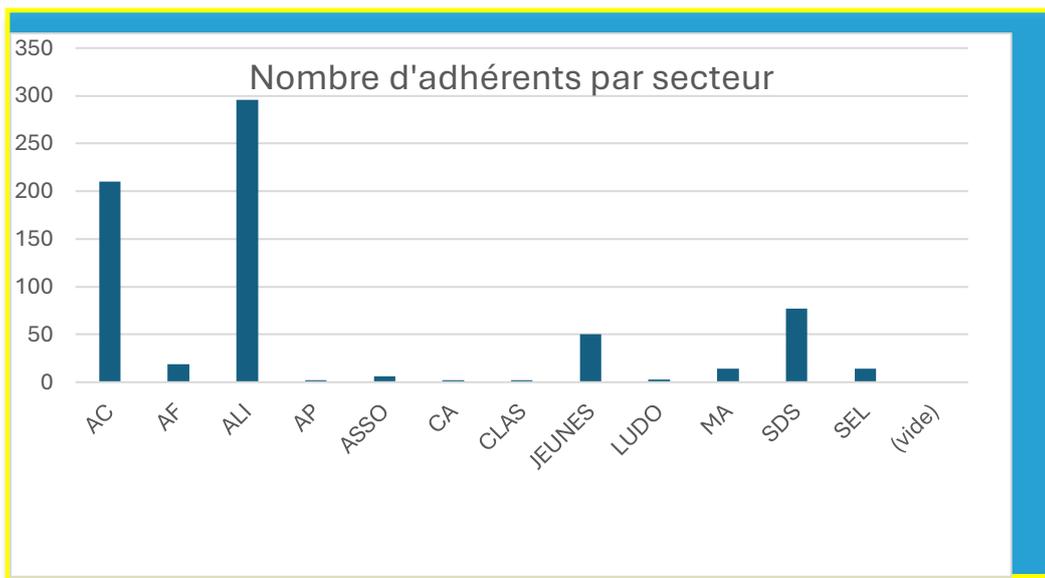
- ◆ L'inclusion sociale et la socialisation des personnes
- ◆ Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale
- ◆ La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité
- ◆ L'intervention sur le territoire du Syndicat Intercommunal du Val de Thouet (SIVT)



LES ADHERENTS



Les adhésions sont individuelles, familiales et associatives. Elles correspondent à un peu plus de 2000 personnes qui fréquentent régulièrement les services et activités. Elles viennent de toutes les communes du SIVT, avec une forte fréquentation des habitants de Montreuil-Bellay.

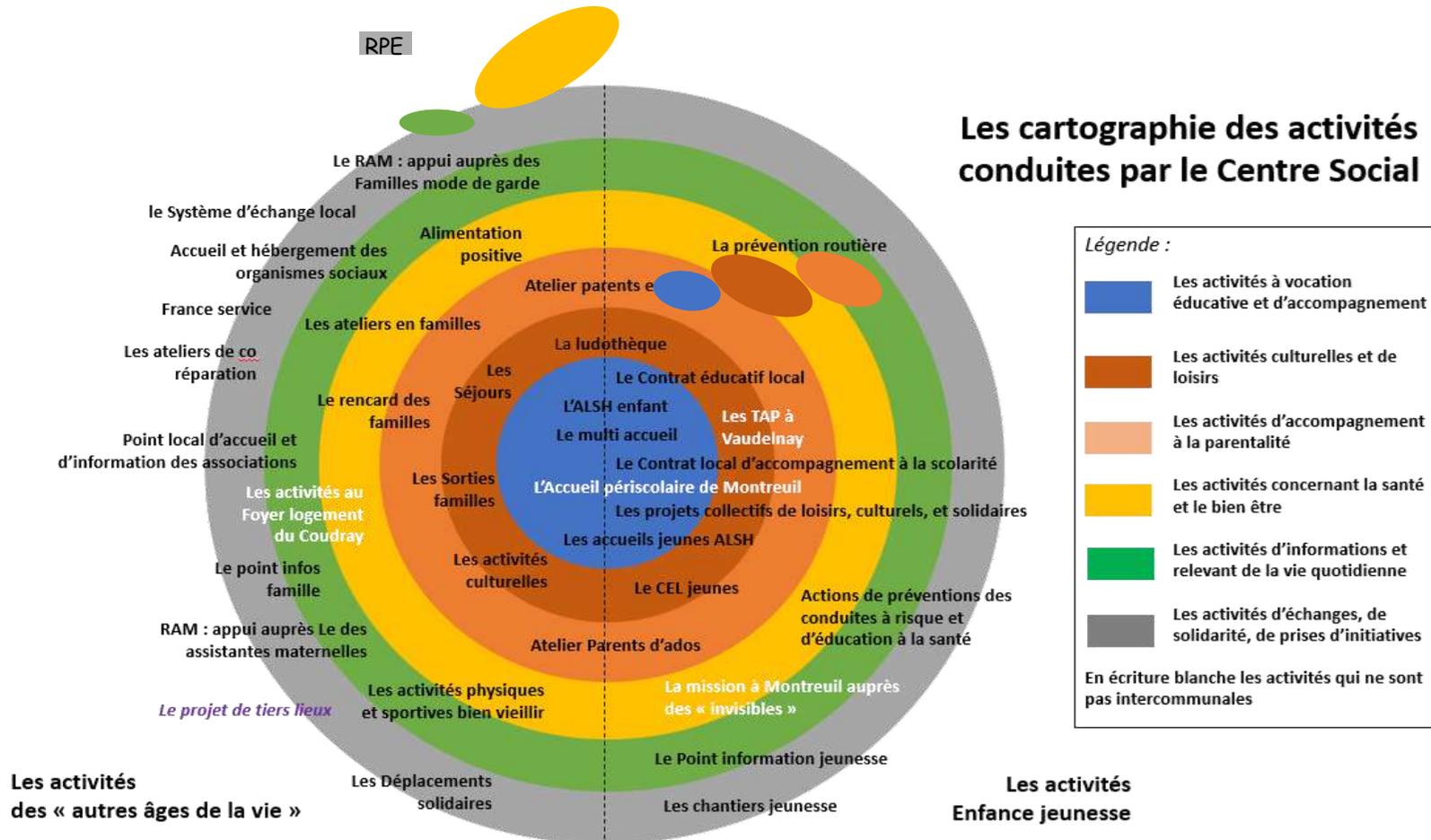


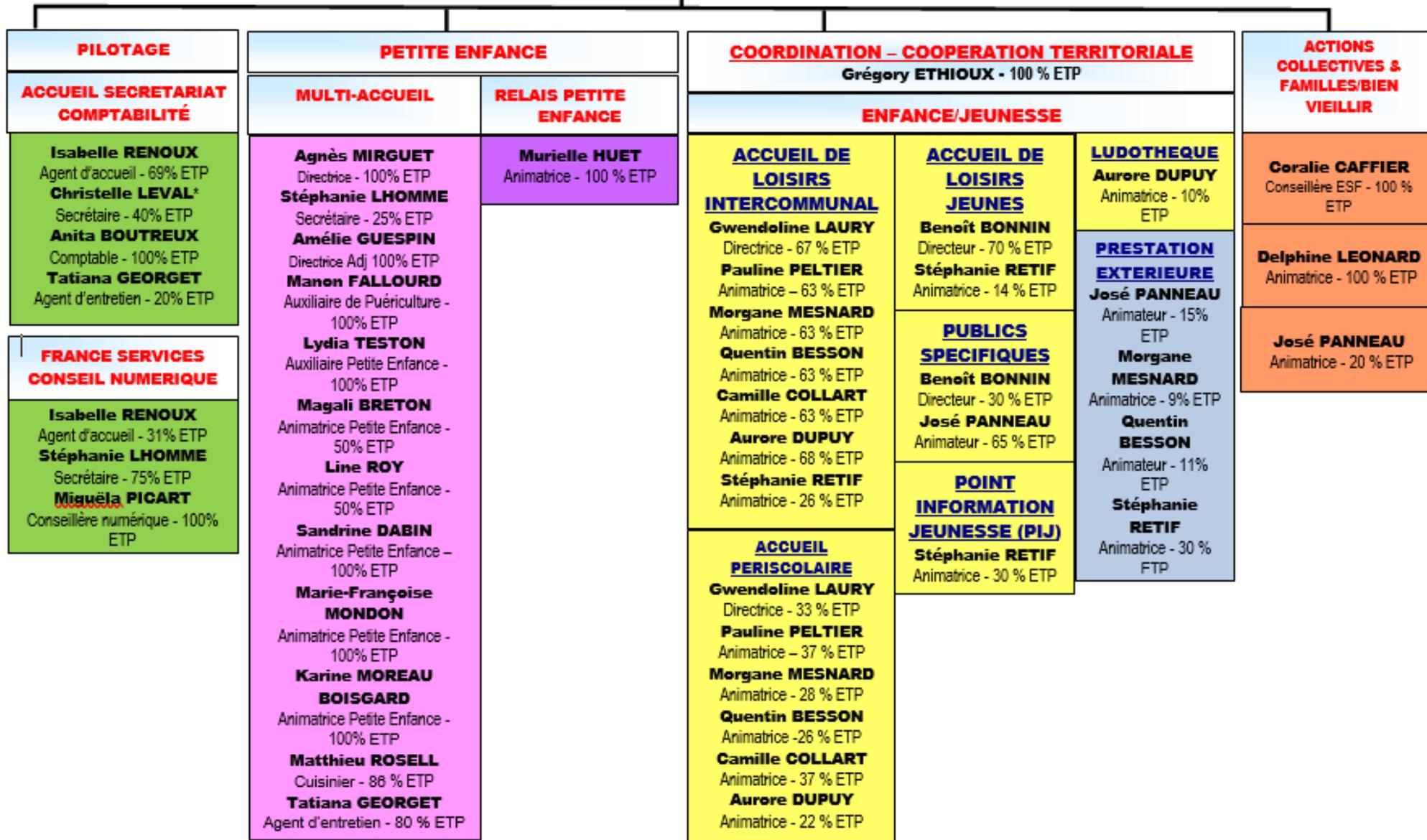
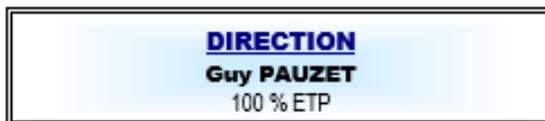
Les usagers des modes de garde, et des actions collectives (notamment seniors) sont les plus représentés.



LES ACTIVITES

UN PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DENSE COUVRANT TOUTES LES THEMATIQUES ET TOUTES LES TRANCHES D'AGE





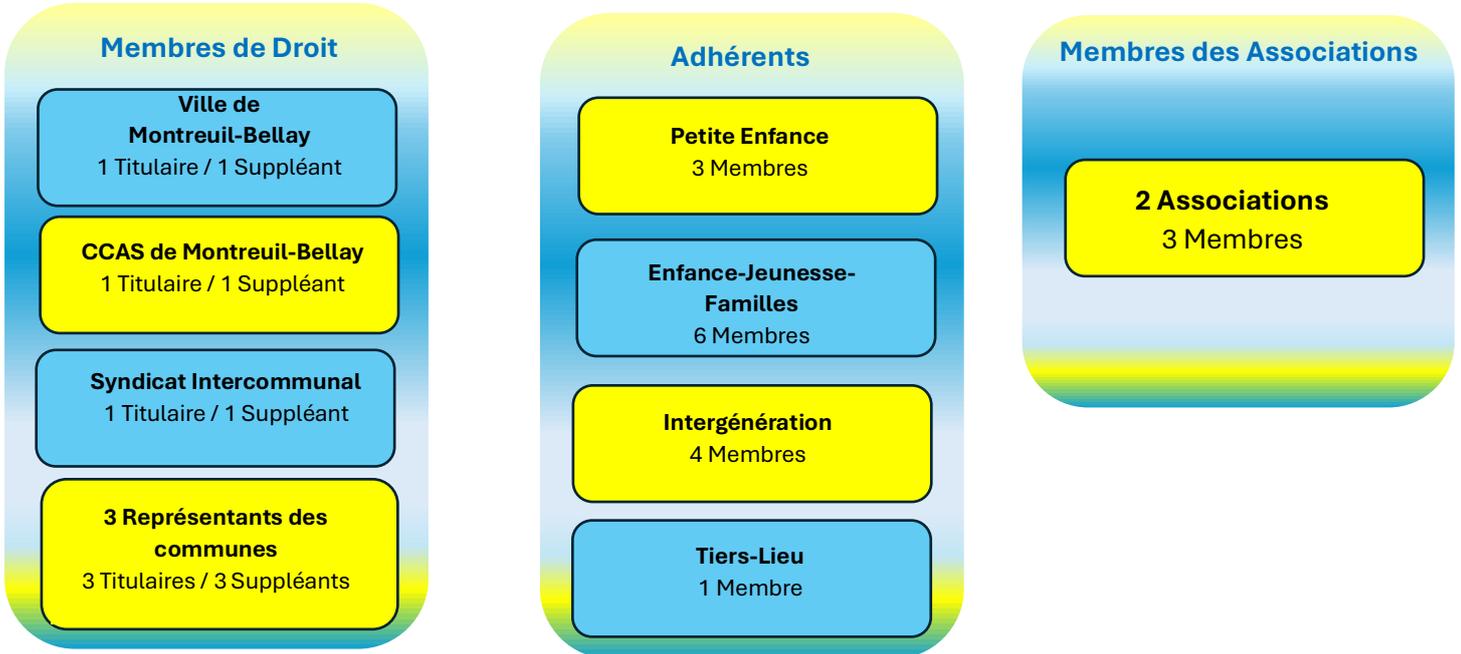
*mise à disposition du SIVT





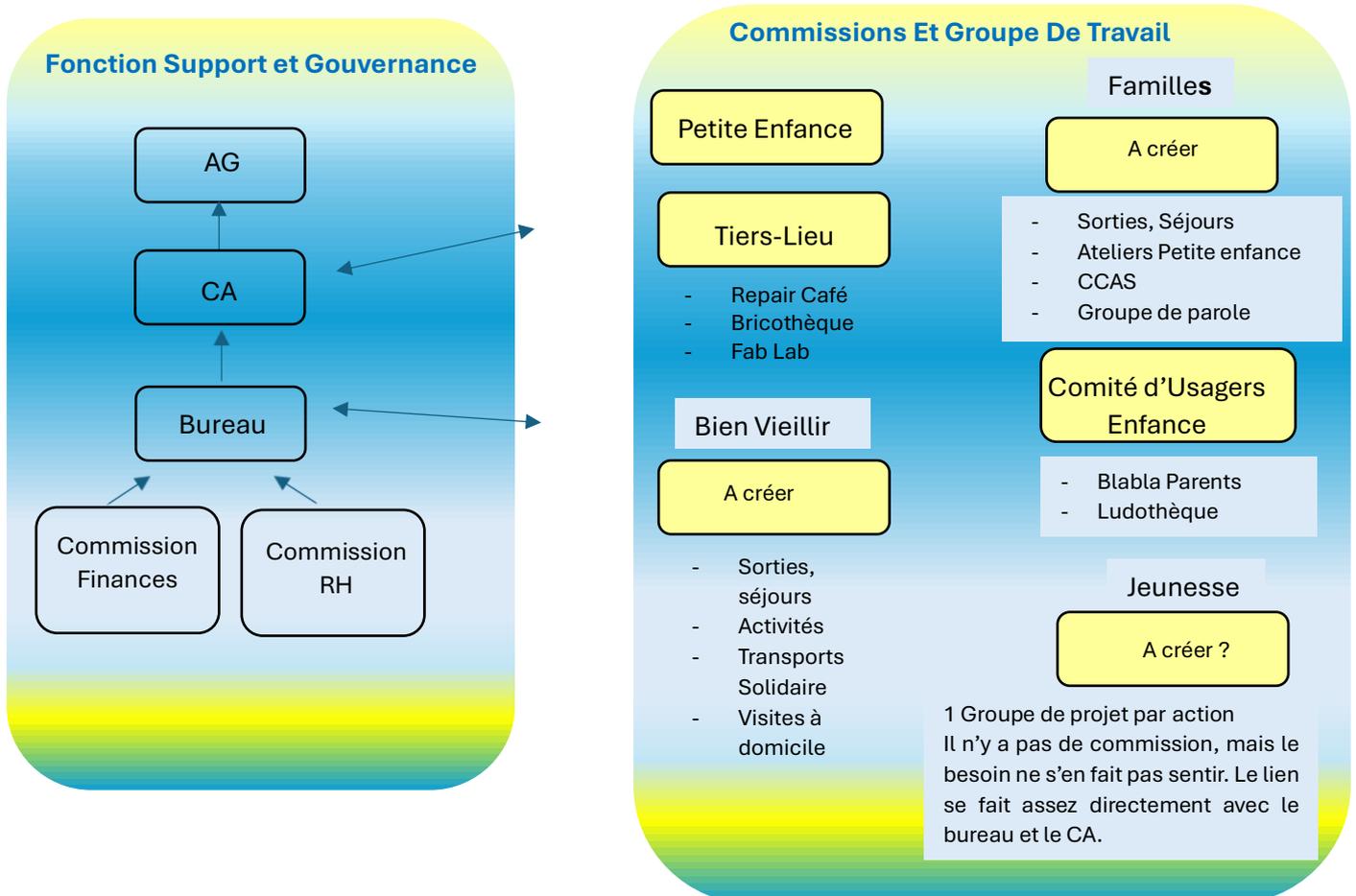
ORGANIGRAMME DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La composition du Conseil d'Administration (au 31/12/2023)



ORGANISATION DE L'ASSOCIATION

Instance de Dialogue de Gestion avec les Collectivités





LES INSTANCES PARTENARIALES

INSTANCES PILOTEES PAR LE CENTRE SOCIAL

Copil Petite Enfance	Partenaires de la petite enfance et collectivités
Projet Educatif de Territoire	Ecoles / Parents / Collectivités
Petits déjeuners	Partenaires de l'Action Sociale
Festival de prévention	Etablissements scolaires et partenaires du champ de la prévention.
Transition écologique	Associations et groupes de projets transition écologiques, et économie circulaire ...

INSTANCES PILOTEES PAR D'AUTRES PARTENAIRES

TERRITOIRE ZERO CHÔMEUR

RESEAU PARENTALITE	(Pilotage Caf et fédération des centres sociaux).
GROUPES FEDERAUX	(Participation à 7 groupes pilotés par la fédération des centres sociaux).
SEMAINE BLEUE	CCAS de Montreuil-Bellay.
FRANCE SERVICES	
COORDINATION AUTONOMIE (Séniors).	
CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE ;	
MAISON DES ADOLESCENTS	
CONSEIL INTERCOMMUNAL DE SECURITE ET PREVENTION DE LA DELINQUANCE ;	(Pilotage Agglomération de Saumur).





SITUATION FINANCIERE



Synthèse de l'activité

	2023	2022	Évolution
Ressources associatives	1 394 060 €	1 348 214 €	+45 846 €
+ Recettes accessoires	327 709 €	269 940 €	+57 769 €
- Report en fonds dédiés	-52 244 €	-44 412 €	-7 832 €
= PRODUITS NETS D'EXPLOITATION	1 669 526 €	1 573 742 €	+95 784 €
- Charges de fonctionnement	-467 827 €	-453 721 €	-14 106 €
- Charges de personnel	-1 054 883 €	-1 052 939 €	-1 944 €
- Projets soutenus	0 €	0 €	0 €
- Autres charges de gestion	-3 896 €	-817 €	-3 079 €
- Dotation aux amortissements	-24 783 €	-26 909 €	+2 126 €
- Dotation aux provisions	-3 659 €	0 €	-3 659 €
= RESULTAT D'EXPLOITATION	111 307 €	87 216 €	+24 091 €
+/- RESULTAT FINANCIER	4 256 €	1 135 €	+3 121 €
+/- RESULTAT EXCEPTIONNEL	-13 525 €	7 642 €	-21 167 €
= RESULTAT DE L'EXERCICE	102 037 €	95 993 €	+6 044 €
Contributions volontaires en nature	-132 243 €	-100 613 €	-31 630 €

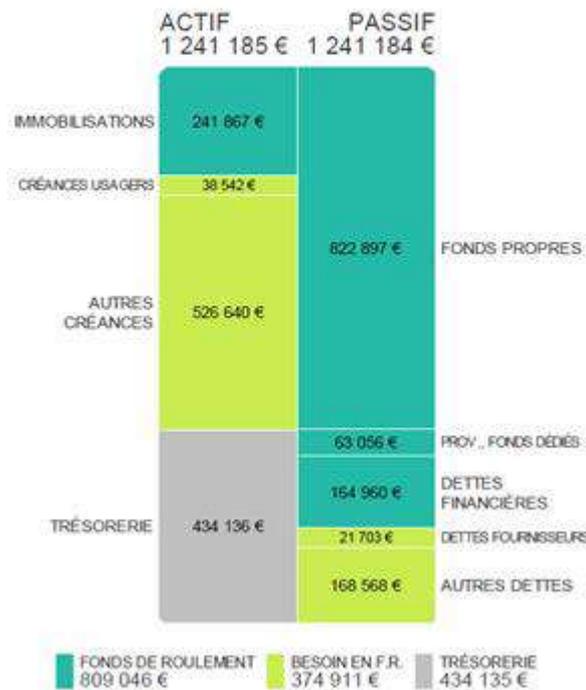


Les flux de votre trésorerie

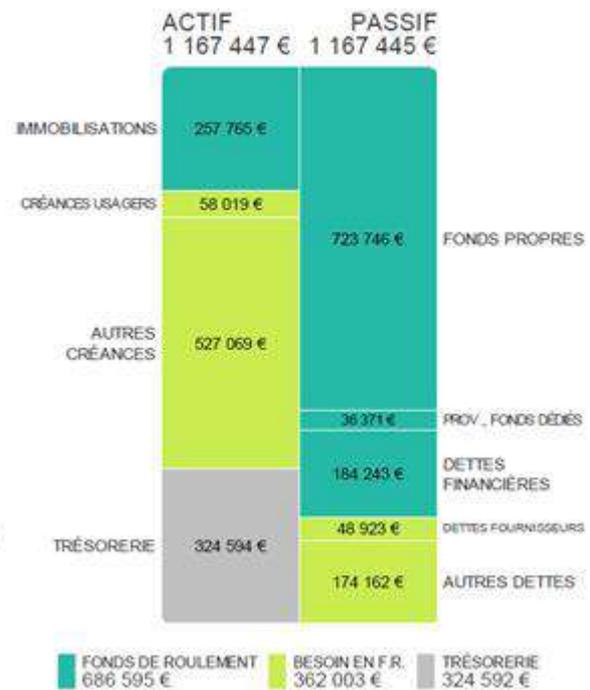
	SOLDE DE TRÉSORERIE 2022	324,6 k€
	RÉSULTAT CORRIGÉ (C.A.F.)	+153,7 k€
	-19,3 k€ REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS	
ENTRÉES	-11,9 k€ INVESTISSEMENTS	
SORTIES		
Δ FRNG = +126,7 k€	AUTRES FINANCEMENTS	+4,1 k€
	CRÉANCES USAGERS	+16,3 k€
	-27,2 k€ DETTES FOURNISSEURS	
DÉCALAGES D'EXPLOITATION	AUTRES CRÉANCES	+0,4 k€
	-5,6 k€ AUTRES DETTES	
Δ BFR = -16,1 k€		
	SOLDE DE TRÉSORERIE 2023	434,1 k€



Bilan au 31/12/2023



Bilan au 31/12/2022



Après des années difficiles, le centre social a réalisé des excédents sur les exercices 2022-2023.

Le solde de trésorerie a augmenté de 110 000 euros entre le 31/12/2022 et le 31/12/2023. La trésorerie couvre les dettes, et le Fonds de roulement est supérieur au besoin en fonds de roulement.

Le redressement financier constituait un élément central du projet 2023. L'analyse plus détaillée figure donc dans le bilan du projet 2023.



PROJET



LE CONTEXTE

RAPPEL DU BILAN

Des urgences préalables à traiter (notamment financière).

La situation est bien meilleure aujourd'hui.

Consolider l'existant

En particulier les activités petite enfance, la médiation numérique, la prévention jeunesse et le tiers lieu.

La CPO y a contribué, mais la prévention et le tiers lieu restent fragiles.

La relation aux habitants

Accueil, posture, aller

Des progrès à confirmer

La gouvernance

Instances + ouvertes, relance des commissions et d'instances partenariales.

Là aussi les progrès restent à inscrire dans une démarche plus globale, avec une réforme statutaire.





L'évolution du contexte conduit les centres sociaux à privilégier le **développement qualitatif**. La période où les projets de centres étaient axés sur un fort développement de services semble révolue. Cette inversion de tendance s'explique au niveau national par des restrictions financières. Elle est confortée localement par le fait que le territoire présente déjà une offre de services conséquente. Les perspectives évoluent donc vers un développement qualitatif, **avec pour fil rouge la place des habitants**.

La place des habitants.

La question principale n'est plus comment développer de nouveaux services, mais comment faire évoluer les services existants en réinterrogeant la place des habitants. Le très fort développement de services a peu à peu enfermé le centre social dans une posture de gestionnaire. Il s'agit de remettre le « pouvoir d'agir » au cœur de nos pratiques.

Les services et activités ne doivent plus être un frein aux dynamiques participatives, mais au contraire un levier pour mobiliser (+ de 2000 usagers !) Certains services ont déjà adopté ces modes de fonctionnement, il s'agit maintenant d'en faire le socle de notre culture collective.

Cette orientation sur le pouvoir d'agir était d'ailleurs déjà contenu, en creux, dans un diagnostic réalisé pour le compte de la commune de Montreuil-Bellay en 2020.

Extrait du diagnostic 2020

Le CSCI doit d'abord pouvoir nouer davantage de liens avec les habitants du quartier en transversalité par les actions qu'il mène, pour parvenir à acculturer, mobiliser ou remobiliser les habitants autour des questions qui touchent à leur environnement et à leur espace de vie (comme fait avec le parc aménagé devant dans le quartier HLM, ou le composteur).

On s'interroge sur la question suivante : « Comment renouer du lien entre les différentes catégories de populations et les différents espaces qui composent la commune, en faveur de plus de mixité sociale »

La question soulevée reste au cœur des enjeux du projet 2025 – 2028, si ce n'est que la problématique se pose à l'échelle de 11 communes et pas seulement d'un quartier.





LES ESPACES DE CONSTRUCTION DU PROJET

Bureau	→	Orientations
Réunions Coordos Puis Copil	→	Pilotage
Rencontres Transversales	→	Interconnaissance et Projets
Rencontres Partenaires (Petits déjeuners)	→	Regard Croisés
Réunions Ouvertes	→	Paroles d'Habitants
Et demain ? Qui veut gagner des radis ?		

EN PARALLELE

Travail par
secteur en
commission

Réunion
d'équipes

Réunions
Projet
Educatif de
Territoire

Groupes projet avec la
fédération des centres sociaux
(accueil, jeunesse, accueil de
loisirs, Bien vieillir, familles,
directeurs).

LES ORIENTATIONS TRANSVERSALES

Bureau du 22 01 24 (voir détail)

- Vivre ensemble
- Précarité
- Transition écologique
- Centre social et culturel
- Renforcer le volet participatif (aller vers, travail en réseau).

Dans les autres instances

- Renforcer le pouvoir d'agir
- Renforcer la transversalité (notamment autour du Tiers-lieu)
- Préserver la capacité à expérimenter
- Soigner la communication
- Soutien aux associations
- Culture : Mettre en réseau les acteurs de la culture (privés, publiques, associatifs).





CULTURE (nouveau champ)

Le centre social propose des activités éducatives qui peuvent s'inscrire dans le champ culturel. Qu'il s'agisse de spectacles, d'activités éducatives, de visites, ... le centre social n'est pas inactif. Pour autant ce champ d'action n'est pas nommé en tant que tel, et ne faisait pas partie des priorités. Le nouveau projet réaffirme l'intérêt des actions culturelles :

- sur le plan éducatif,
- en tant que vecteur de lien social,
- espace de médiation culturelle,
- source de partage des cultures et de transmission.

Un groupe projet est né de la réunion « le centre social de demain » et s'est donné comme première orientation de réseauter avec les acteurs locaux pour mutualiser la programmation et la communication. En préalable le groupe s'est posé la question de définir ce que recouvre la culture dans notre projet. Quelle place pour la culture « institutionnelle ? » Quelle place pour la culture individuelle, les savoirs des personnes ?

PARTICIPATION DES HABITANTS ET GOUVERNANCE

Bilan

Les bilans font ressortir que la participation des habitants en général est insuffisante et que le modèle de gouvernance doit être questionné.

Avancées en cours

Un « comité d'usagers au Multi-accueil, le « BlaBla parents » à l'accueil de loisirs, des commissions qui se relancent, un collectif dynamique au tiers lieu. Plusieurs évolutions manifestent la volonté de renouveler la place des habitants dans nos processus d'orientation et de prise de décision. Mais on a le sentiment d'être encore loin d'une stratégie globale cohérente.

Perspectives

Le modèle de gouvernance s'inscrit plus globalement dans la question de la participation des habitants et du pouvoir d'agir. La question n'est pas simplement comment fonctionne le conseil d'administration ou le bureau, mais plus globalement.

Comment on accueille les habitants ? Comment on leur donne à voir qu'ils entrent dans une association et non dans un simple service ? Quelle place est laissée aux usagers pour définir les orientations et participer à leur mise en œuvre ? Quelle place est faite aux habitants pour parler de leur vie quotidienne et s'emparer collectivement des sujets qui leur tiennent à cœur ?





Le conseil d'administration de juin 2024 évoque des pistes concrètes pour améliorer l'accueil des habitants et mieux communiquer sur la dimension associative du centre social :

-  Lors des adhésions, systématiser l'envoi ou la remise du document de présentation du centre social.
-  Clarifier notre communication sur le fait que nous sommes une association et sur la place que les habitants peuvent y prendre.

Sous l'angle de la gouvernance, le CA souligne que la question centrale est la place de chacun.

« Comment trouver sa place au-delà des instances décisionnaires ? »

« Faire partie de la gouvernance, c'est d'abord clarifier ce que l'on peut faire, quel rôle on peut y jouer ».

Clarifier la position des élus dans les instances. S'ils y sont, à quel moment leur parole engage ou non leur collectivité ? Tant que cette question n'est pas partagée, leur position est inconfortable.

Enfin, on insiste sur les notions de :

-  Parcours des bénévoles
-  Lien entre commissions et CA
-  Modalités du travail associé.

Le fonctionnement des instances (commissions, AG, CA, Bureau) représente le dernier étage de « la fusée, » Un travail sera donc engagé au cours du dernier trimestre 2024, de façon à revisiter les statuts en cohérence avec l'objectif d'un fonctionnement plus participatif. Mais cette évolution n'aura de sens que si elle s'inscrit dans une stratégie globale de « participation des habitants ». Cet enjeu constitue le fil rouge du projet.

TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Tiers Lieu et transition écologique

Bilan

Né la veille du COVID le tiers lieu a connu des débuts difficiles qui n'ont pas facilité les démarches participatives et la gouvernance partagée. Les graves difficultés financières qui s'en sont ensuivies n'ont rien arrangées. Pour autant, quelques activités ont toujours fonctionné et une fonction de pépinières avait déjà donné des résultats (atelier couture, l'outil en main, ...).

Depuis l'été 2023, un réseau de partenaires a vu le jour. Des manifestations ont contribué à améliorer l'image du tiers lieu. Un collectif d'habitants s'est constitué. De nouvelles activités ont pris place et le lieu est bien plus vivant. Les activités transversales Tiers lieu / accueil de loisirs / foyer des jeunes démarrent. Enfin la situation financière globale s'est assainie.





Avancées en cours

- Un démarchage des entreprises, afin de nouer des partenariats, est en cours.
- La communication interne et externe commence à se structurer, mais les marges de progressions sont encore conséquentes.
- Le lien usagers du tiers lieu / collectif / instances du centre social se précise peu à peu, mais il reste des marches à franchir pour atteindre une gouvernance participative fonctionnelle.
- Les activités transversales ont commencé à se développer. Ce mouvement doit apporter une plus-value à la dimension éducative autour des questions de transition écologique.
- Le travail autour de la mobilité douce qui était déjà engagé s'est renforcé avec « l'Heureux vélo ». Les perspectives de développement sont très importantes sur ce champ.
- Les ateliers de Co-réparation existants sont en passe de se transformer en « repair-café » (printemps 2024).

Perspectives

- Développer le Fablab (notamment impression 3D) en intégrant un pôle numérique plus complet.
- Travailler au développement de zones de fraîcheur dans les communes.
- Porter des débats de société autour de la transition écologique, en étant à la fois militant, ouvert et exigeant sur la qualité de l'information.
- Des jardins communautaires, libres d'accès et proches des habitants.

TRANSITION ECOLOGIQUE AU DELA DU TIERS LIEU

Pour porter le débat sur la transition climatique le centre social devrait s'efforcer d'être exemplaire dans ses propres pratiques. Nous en sommes loin. Une salariée élue par l'équipe comme référente a déjà apporté quelques améliorations. Mais nous restons à la traîne sur des sujets pourtant basiques :

- Tri non généralisé
- Usage fréquent de gobelets, assiettes jetables, bouteilles plastiques, ...
- Peu ou pas de prise en compte du développement durable en lien avec l'alimentation (restaurant de l'accueil de loisirs, multi-accueil, ...)
- Globalement peu de réflexion sur nos politiques d'achat (circuit courts, suremballage, ... type de produits d'entretien utilisés, ...)
- L'achat d'un vélo cargo pour faciliter la mobilité douce est en cours.

Au-delà de ces questions basiques, il conviendra de s'interroger par exemple sur la place de la transition écologique dans nos actions éducatives ou sur notre lien avec l'économie circulaire, ou les achats mutualisés.



LA COMMUNICATION



Bilan

La communication est perçue par l'équipe comme le principal point faible de la structure (cf. 1ère réunion plénière projet.) Le constat concerne aussi bien la communication interne qu'externe. On relève un manque de procédure, des mises à jour en souffrance, pas de mailings partagés, peu de visibilité vers l'extérieur, plus globalement une absence de stratégie de communication.

Le sentiment qui se dégage est que nos associations privilégient souvent le « faire » au « faire savoir », mais ces carences de communication sont lourdes de conséquences, dans la mesure où elles privent certains habitants de l'accès à nos services (en particulier ceux des communes excentrées.) L'énergie déployée pour les services et activités aurait plus d'impact si la communication était à la hauteur des services rendus.

Avancées en cours

- Un temps dédié à la communication (1,5 heures par semaine) pour la secrétaire de direction.
- Une participation active de bénévoles du collectif tiers lieu, ainsi qu'un calendrier de parutions.

Perspectives

Le projet d'évolution de la communication doit respecter nos principes d'action habituels. Il s'agit donc de faire un diagnostic partagé, définir collectivement les objectifs et les modalités de participation de chacun.

Une ressource supplémentaire sera nécessaire de façon provisoire sur le volet technique (sous forme de service civique, stage, salariat, ...) pour accompagner :

- L'état des lieux des outils utilisés (*leur pertinence, les évolutions possibles.*)
- L'élaboration d'une charte qui garantisse une certaine lisibilité tout en restant accessible à des contributeurs divers.
- La formation des utilisateurs.

Remarque AG (outils moderne, Facebook, Insta, Snap) et autres (la plume, Facebook de la ville)

LE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS

Extrait du diagnostic 2020 :

Afin de préserver les grandes actions associatives du Montreuillais qui participent activement au rayonnement du territoire, il paraît essentiel d'accompagner et de piloter le changement en faveur des successions de la présidence des associations montreuillaises.



Bilan

Très développé dans les années 2000, la dynamique de soutien aux associations a progressivement reculé. Quelques associations poussent encore la porte pour un accompagnement technique ou une aide matérielle (prêt de locaux, photocopies, ...) mais l'activité reste modeste.

Par ailleurs si on regarde le territoire plus globalement, on constate que nous travaillons peu avec les associations des communes environnantes. Enfin, les liens avec des associations montreuillaises sont plus resserrés, mais la dynamique collective souffre d'un forum des associations qui n'a pas trouvé son « format » et reste assez confidentiel.

Avancées en cours

Le centre social a été labellisé « Guid asso » fin 2023.

- Un réseau d'associations s'est constitué autour du tiers lieu et de la transition écologique.

Perspectives

- Un forum des associations à l'échelle du Val de Thouet ?
Il faut vérifier auprès des élus du SIVT si un tel forum aurait du sens pour les habitants de leurs communes. Si c'est le cas, le centre social est légitime pour le porter sur ce territoire plutôt que sur la seule commune de Montreuil-Bellay. Par contre, il s'agit d'un travail lourd, et nous n'avons pas les moyens humains pour proposer une édition annuelle.
- Interroger les associations sur leurs besoins en formations, en particulier pour accompagner les nouveaux bénévoles.

PISTES DE PLAN D' ACTIONS PAR SECTEURS

ACCUEIL

Bilan

Le projet 2024 soulignait les carences de l'accueil

- Un bureau d'accueil qui tient les usagers à distance et renvoie un sentiment de crainte, et non de volonté d'intégrer.
- Un espace de vie insuffisamment approprié par les habitants
- Un accueil des habitants souvent réduite à une simple relation usagers / gestionnaire de services.

A notre demande le groupe des chargées d'accueil des CSX du site Loire et vignes a complété ce bilan.

- Signalétique interne confuse
- Communication centre social noyée dans la masse
- Communication France services trop prégnante
- Salle des habitants qui paraît assez peu vivante.





Les adaptations les plus légères ont été effectuées immédiatement, mais une réflexion globale reste nécessaire pour évoluer en profondeur.

Avancées en cours

Le projet 2024 proposait de :

- Installer un espace numérique en libre accès et attenant à France Services.
- Installer un café en libre-service
- Renforcer les liens dans cet espace
- Changer de posture

Chacune de ces actions a avancé, mais aucune n'est totalement aboutie.

Ainsi, l'espace numérique est bien installé dans la salle des habitants depuis avril 2024. Toutefois des contraintes de bâtiment apparues en dernière minute n'ont pas permis de réaliser les aménagements souhaités.

Le lien France Services / conseillère numérique s'est renforcée, mais il peut encore franchir une étape. Pour cela, un déplacement du bureau France Services est à l'étude. Cela étant, l'évolution de posture pour les 2 principales salariées concernées (France service et conseillère numérique) est très positive, et elles ont de réelles aptitudes pour cette fonction. Nous en tirons les 1ers bénéfices. Ainsi, des habitant(e)s commencent à utiliser l'espace café, des usagers des ateliers numérique proposent de faire des rideaux pour aménager la salle, d'autres y ont effectué des travaux de bricolage. Une voisine du quartier est venue fêter l'anniversaire de son enfant au centre social, car son logement est trop petit. La ludothèque s'est installée dans cette salle depuis fin 2023, des ateliers cuisine devraient s'y développer prochainement. La dynamique doit encore se renforcer, mais le mouvement va dans le bon sens.

Perspectives

- Des bénévoles en appui aux postes d'accueil
- Poursuivre les aménagements pour renforcer le lien MFS / CNFS
- Intégrer un fonctionnement type cybercentre à l'espace d'accueil

Médiation numérique et France Services

Bilan

Le centre social a développé une offre de service avec un poste de conseillère numérique. Le service donne satisfaction au public, mais des évolutions importantes sont encore possibles.

France Services est plébiscité par les usagers. Le service (au siège) accueille un public chaque année plus nombreux, et quelques permanences sont réalisées dans les communes excentrées. Toutefois, au-delà de ce satisfecit, l'augmentation continue des demandes, et la raréfaction des permanences (particulièrement marquée sur notre territoire) ne peut pas se poursuivre indéfiniment à moyens constants, et nécessite de la part de nos partenaires une vigilance accrue.





Avancées en cours

- Des permanences décentralisées dans les communes (médiation numérique et France Services) depuis 1 an, et qui doivent se prolonger.
- Des actions transversales avec le tiers lieu, à poursuivre.

Perspectives

Autour de la médiation numérique :

- Elargir l'offre d'ateliers (« maintenance de base », logiciels libres, ...)
- Passer d'une logique de cours magistral à un modèle d'échange de savoirs, d'entraide, ...
- Initier des débats de société. Par exemple, intelligence artificielle., usage des datas (avec le tiers lieu), numérique et éducation (avec les services éducatifs et le secteur familles).
- Construire une réponse globale médiation numérique sur le territoire avec tous les acteurs concernés. Identifier les « orienteurs » les réponses de 1^{er} niveau (mairies, ...) les réponses spécialisées. Coordonner ces acteurs en lien avec Anjou numérique. Dans cette optique organiser un café des partenaires.

Extrait du diagnostic 2020 :

Il y a un intérêt à établir une stratégie multi-acteurs de lutte contre la fracture numérique par public afin de favoriser l'équité et la justice sociale

PETITE ENFANCE

Bilan

Le Relais Petite Enfance est bien positionné sur sa mission, et reconnu par les partenaires. Le guichet unique contribue par ailleurs à renforcer son rôle central et sa visibilité. Enfin, l'animatrice coordonne des dynamiques transversales (enfants porteurs de handicaps, ...). Cependant, une partie des élus ne semblent pas mesurer la plus-value offerte par ce service, ce qui constitue un point de fragilité.

Le Multi-accueil, perturbé un temps par des difficultés de relations au travail, a retrouvé un fonctionnement plus harmonieux. La qualité pédagogique est indéniable mais trop peu reconnue. Un premier « comité d'usagers » a permis de donner la parole aux parents sur l'organisation du service.

Evolutions en cours

La commission « petite enfance », animée par la responsable du RPE, a redémarré après une phase d'interruption. Elle permet à plusieurs membres du CA de s'associer aux travaux en cours et de coorganiser des événements ouverts. Toutefois, on n'enregistre pas de participation active des parents à la définition des orientations ou à l'élaboration de projets.





Perspectives

Le multi-accueil ouvrira progressivement ses portes aux parents et partenaires durant certains temps d'accueil. Il s'agit de donner à voir la qualité du travail accompli et de renforcer le lien avec les familles, préalable à une participation plus active de leur part.

Cette préoccupation du « pouvoir d'agir » doit progressivement infuser l'ensemble du secteur petite enfance.

Remarque

La question de la participation des familles et du pouvoir d'agir des habitants est particulièrement épineuse pour les modes de garde, dans la mesure où on s'adresse essentiellement à des parents qui travaillent et qui sont par ailleurs bien occupés par la vie familiale.

Sur le secteur de la petite enfance, les congés parentaux permettent parfois de s'appuyer sur quelques personnes disponibles et en attente de lien social. Toutefois, les parents qui fréquentent le multi-accueil ont majoritairement des contrats d'accueil à temps plein. Nous avons donc peu ce profil de parents disponibles.

Parallèlement, on s'interroge sur une possible évolution de notre société vers des comportements un peu plus individualistes ? Nous restons donc attentifs à la dimension participative sans pour autant qu'elle soit vécue comme une contrainte par les familles.

ENFANCE

Bilan

Les accueils de loisirs et périscolaires accueillent plus de 550 enfants / an. Il s'agit donc d'un service important et de surcroît reconnu pour sa qualité. Cependant, nous restons un peu enfermés dans la logique de services et nous avons (jusque-là) un peu de mal à en sortir pour rentrer dans une démarche plus participative avec les parents.

En effet, un travail de reconstruction et de stabilisation de l'équipe de professionnels a été nécessaire sur la fin d'année 2022 et 2023. Celle-ci effectuée, le fonctionnement et le projet pédagogique des accueils a pu également être redéfini.

Ces éléments socle du service stabilisés, il est à présent possible et nécessaire de progresser sur les dynamiques participatives. Quelques professionnels freinent encore sur la question de la participation des parents à la vie des accueils, de crainte d'un regard posé et d'un jugement sur leur action professionnelle.

On note néanmoins que le centre social a porté un travail partenarial autour de l'établissement du PEDT intercommunal, et démontré qu'il y a la place sur ce territoire pour faire un travail collectif de qualité sur les enjeux éducatifs.

Avancées en cours

- Le bureau a validé le principe d'un temps de travail dédié au renforcement de la démarche participative. Ce 1^{er} pas permet de sortir de la logique de service et a envoyé un signal à l'équipe et aux parents.
- Les témoignages positifs des parents quant à la qualité des accueils permettent à l'équipe d'animation un gain en confiance et estime de soi. Ces derniers changent progressivement de posture et s'ouvrent à la participation parentale.





- Un comité d'usagers et des temps « blabla parents » fonctionnent depuis 2023.
- Les démarches transversales se renforcent (en particulier avec le Tiers lieu).
- La pédagogie de l'accueil de loisirs fait une part grandissante à l'implication des enfants dans les choix et le fonctionnement.

Perspectives

Les activités “enfance” et en particulier les accueils de loisirs, doivent agir à plusieurs endroits. Il est nécessaire de continuer le changement de posture professionnelle avec une place visible et lisible aux parents dans la vie des accueils. La communication “des possibles” doit progresser pour devenir efficace dans la mobilisation des parents.

Ces derniers pourront à l'avenir participer à des tâches jusque-là effectuées par les professionnels uniquement (inscriptions, aide en sortie, aide au transport, etc. ...).

Dans la logique du groupe “bla bla parents”, plusieurs groupes mixtes de parents et de membres du Conseil d'Administration, accompagnés de salariés, devraient voir le jour sur des sujets divers :

- Réflexion sur les conditions d'accueil des parents au sein des accueils de loisirs.
- Redéfinition avec la ville de Montreuil-Bellay, propriétaire du bâtiment, de l'aménagement des accueils de loisirs. etc. ...

Le conseil d'administration du Centre Social a validé l'augmentation du temps de travail d'une salariée de l'équipe. Ce temps supplémentaire va être particulièrement orienté sur des missions de liens aux familles, d'implication des parents et de mise en œuvre de projets participatifs.

JEUNESSE

Extrait du diagnostic 2020 :

Il y a un enjeu à repenser la place des jeunes dans la gouvernance du territoire, à les écouter, les consulter et prendre en considération le fait qu'ils sont source de créativité et force de proposition.

Bilan

Dans le cadre des actions jeunesse, lorsqu'on parle de participation des habitants, il s'agit alors de participation des jeunes. Celle-ci est un élément acquis de l'animation jeunesse, où l'ensemble des actions est basé sur la co-construction des programmes d'activités, la prise d'initiatives et de responsabilités comme vecteur de construction citoyenne.

Pour exemple, en juillet 2023, un nouvel espace jeunesse a été attribué pour l'accueil de loisirs ados. La réfection et l'aménagement de cet espace ont été organisés sous forme de chantier jeunes ouvert à tous. Plus de 35 jeunes se sont investis pendant plusieurs mois pour rénover ce qui est devenu le nouveau “local”.





En termes de participation des parents, ceux-ci sont rencontrés et présents autour des activités et projets de leurs ados ainsi que sur des groupes de réflexion ponctuels (exemple du travail concerté autour du nouvel espace jeunesse).

Nous sommes néanmoins vigilants autour de l'implication des parents à la vie du local jeunes. Le principe de développement des adolescents est de commencer à prendre ses distances avec le monde adulte, et en particulier le modèle parental. Ainsi le lien aux parents et la mobilisation de ces derniers sur divers instances ou projets doit se faire en conscience de l'appréciation d'une éventuelle gêne des adolescents.

La dynamique globale jeunesse se mesure également dans la mobilisation du partenariat. Le CSCI Roland Charrier est bien identifié par les partenaires éducatifs et de santé, et joue un rôle fédérateur autour des questions d'adolescence et de jeunesse.

Plusieurs exemples illustrent ce partenariat :

-  Le lien fort développé avec le collège local où chaque semaine, l'équipe d'animation anime et accompagne sur différents sujets, un nombre conséquent de jeunes (*entre 20 et 35 jeunes côtoyés par jour de présence*) du territoire intercommunal.
-  La coordination d'un projet de prévention des conduites à risque avec l'animation d'un collectif partenarial (*7 partenaires éducatifs et de santé*).
-  La participation au CISPD d'agglomération avec un rôle reconnu du Centre Social dans l'accompagnement des jeunes dans leur construction citoyenne.

Sur une analyse plus générale, les échanges avec d'autres centres sociaux mettent en exergue des difficultés croissantes à faire vivre les foyers des jeunes et autres projets jeunesse, en particulier avec les grands jeunes. La société évolue. Les relations sociales se nouent davantage de façon dématérialisée. Les espaces de regroupement physiques semblent devenir accessoires. Pourtant le secteur jeunesse de notre centre social continue d'accueillir un public important. Cela s'explique d'une part grâce au lien privilégié avec le collège (intervention 3 fois par semaine), qui facilite la relation avec les plus jeunes. D'autre part, le fait que les animateurs soient bien identifiés sur le territoire et depuis longtemps permet de préserver les liens avec le plus grands, et de poursuivre avec eux des dynamiques de projets.

Cela étant, le secteur est fragile économiquement. Notre territoire est exclu des financements « contrat ville ».

La course permanente aux appels à projets est chronophage, anxiogène et nuit à la dynamique de projets.

Évolutions en cours

Depuis début 2024, avec le nouvel espace jeunesse mis à disposition par la ville de Montreuil-Bellay, l'équipe d'animation a pu déménager ses bureaux et repenser les temps d'ouverture. Ceux-ci ont été développés pour répondre à la demande et aux divers besoins des jeunes.

Un rôle d'animateur de la vie sociale s'exerce sur le quartier de la herse, notamment grâce à l'ensemble des équipements présents sur ce pôle d'animation.

Cette dimension est également présente sur les communes du territoire SIVT lors d'animations prenant appui sur les city-stade des communes ou encore lors des chantiers jeunes, mêlant agent technique, élus, jeunes...



Plusieurs évènements et temps forts sont venus sur ce début 2024, mettre à l'esprit de chacun ce que représente l'action jeunesse territoriale pour les jeunes et leurs familles, mais également les difficultés actuelles pour sa survie : inauguration du local jeunes en avril 2024, Conseil d'Administration dédié à la jeunesse, rencontre et table ronde prévue avec les élus locaux).

La conscience que c'est bien l'ensemble des actions jeunesse qui se révèle efficace dans l'accompagnement des jeunes vers leur construction adulte, progresse.

L'ensemble reste très fragile et en danger, les actions de prévention et d'information étant des missions conduites sans financements pérennes.

Le dialogue déjà engagé avec les responsables politiques doit permettre de proposer des scénarios d'avenir.

Perspectives

Le Centre Social doit trouver le moyen de rendre compte du travail effectué auprès de la jeunesse, une partie des élus locaux ayant l'idée que les jeunes de leurs communes ne sont pas concernés.

Le volume et la qualité d'animation, d'actions et d'accompagnement proposés à la jeunesse sont remis en cause chaque fin d'année, au regard du volume de temps de travail possible à financer.

La perspective reste donc la pérennisation à terme du volume d'ETP actuel, garantissant un accompagnement pertinent de la jeunesse. Un double mouvement est nécessaire. D'une part que les élus s'emparent de la problématique, d'autre part que l'équipe resserre les liens avec les administrateurs et mesure leur légitimité à fixer les orientations.

Autour des dynamiques participatives, l'axe de progression se situe d'une part dans le travail transversal sur la parentalité avec l'action "familles" et d'autre part, dans l'accompagnement de grands jeunes à aller vers des instances de gouvernance.

FAMILLES

Bilan

Le secteur familles, secteur transversal du centre social, a une marge de développement importante en termes de pouvoir d'agir des habitants. Pour autant, la temporalité des familles étant différente de celle de certaines de nos actions, il reste encore à trouver en concertation avec les familles, des espaces d'engagement dont les conditions sont acceptables. Aujourd'hui, l'ensemble des actions est porté par des habitants, mais cela reste fragile. Charge au collectif de trouver des moyens de pérenniser les investissements humains dans nos projets et actions.

Avancées en cours

En termes de participation des habitants, l'ensemble des actions du secteur familles permet à ceux-ci de s'investir en fonction de leurs possibilités. Globalement, les sorties, séjours et ateliers parents/enfants sont organisés de manière à rendre les habitants acteurs des diverses actions. Pour cela, nous avons constitué des groupes de travail ouverts permettant aux habitants de s'engager en respectant leur rythme.



Depuis peu, nous accompagnons de nouveau un groupe de parents autour des enfants "Dys"(troubles spécifiques de certaines fonctions spécifiques) et "TDAH"(troubles de l'attention et de l'hyperactivité). Action qui avait connu un arrêt, à la suite de la crise sanitaire. La dynamique reprend petit à petit.

L'accompagnement à la scolarité s'est vu développé sur un site supplémentaire.

La dimension transversale de la parentalité est réfléchi collectivement en interne, ce qui nous permet d'être en veille et à l'écoute des préoccupations des familles du territoire et de pouvoir expérimenter dans ce domaine.

Perspectives

- Structurer une commission familles avec les groupes de travail existants,
- Renforcer le travail autour de la dimension transversale de la parentalité en interne pour se donner les moyens de davantage expérimenter et permettre une mutualisation des financements sur les actions portées collectivement et par service ou secteur,
- Développer l'accompagnement à la scolarité sur le territoire intercommunal,
- Décloisonnement du secteur pour l'ouvrir aux adultes et au lien social en général.

BIEN VIEILLIR

Bilan

Le projet Bien vieillir a été formalisé en septembre 2021 avec le recrutement d'un animateur dédié. Cela a permis de développer des actions avec et pour les habitants. Depuis lors, le secteur est en mouvement perpétuel avec de nouveaux projets et d'autres qui ont pris fin. Créé grâce à une action de développement social local en lien avec la MSA, la Coordination Autonomie et les municipalités du territoire, ce projet a rapidement fonctionné avec la participation des habitants. Le centre social étant situé sur un territoire fortement vieillissant, le secteur bien vieillir est en pleine essor.

Avancées en cours

Depuis 2021, le projet s'est structuré sous forme de thématiques. Chaque action est portée par un groupe d'habitants dont un référent bénévole qui est l'interlocuteur direct entre l'activité et le centre social. L'animateur bien vieillir commence à être bien identifié malgré le changement de personnes ayant pu freiner la dynamique. Les groupes de travail sont accompagnés au quotidien par l'animateur bien vieillir. Ils se créent en fonction des besoins exprimés par les habitants. Le secteur étant une activité autonome pour le centre social, il nous faut trouver les sources de financements selon les projets que nous accompagnons. Globalement, les thématiques que nous présentons dans le cadre d'appels à projet sont des sujets de société actuels pour lesquels nous trouvons du financement.





Perspectives

- « Aller vers » pour aller plus loin dans la dynamique du pouvoir d'agir et dans la lutte contre l'isolement,
- Travailler en réseau avec les partenaires,
- S'appuyer sur les caisses de retraite pour mobiliser des habitants,
- Formation sur les caractéristiques du public et la posture professionnelle en lien avec la participation des habitants pour l'animateur bien vieillir et les bénévoles référents,
- Création d'une commission issue des groupes de travail et portée conjointement par les administrateurs et les habitants,
- Relancer la dynamique de développement social local (un ou deux référents par commune, un conseil des sages, un comité de pilotage).



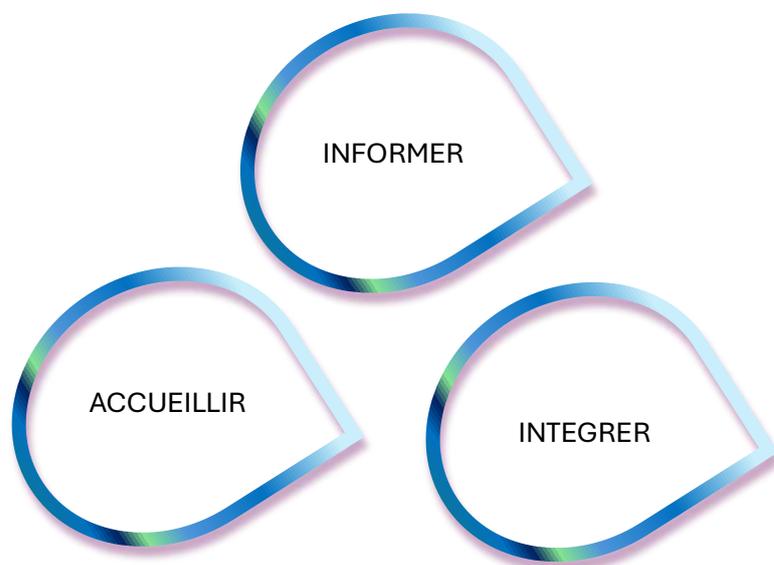
PLAN D'ACTION

Le développement du pouvoir d'agir, c'est la possibilité d'avoir plus de contrôle sur ce qui est important pour soi, ses proches, ou la collectivité à laquelle on s'identifie ;

Yann LE BOSSE

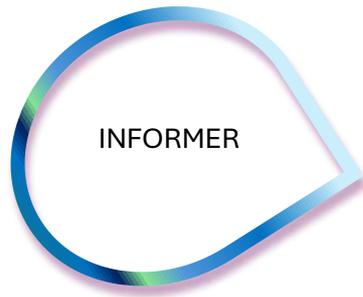
FIL ROUGE : POUVOIR D'AGIR

3 ENJEUX





POUVOIR D'AGIR / ENJEUX / ACTIONS



Le centre social est davantage connu pour ses services que pour sa dimension associative, participative.

1^E : AFFICHER LA DIMENSION ASSOCIATIVE



Action 1 Valoriser cette dimension dans les outils de communication. A partir de 2025

Action 2 Former l'équipe afin de présenter l'association lors de chaque nouvelle adhésion. A partir de septembre 2025



Quand l'accueillant reste dans une posture de service, l'accueilli reste dans une posture d'utilisateur... Offrir la possibilité de contre-don, permettre aux habitants de prendre une place plus active dans la relation.

2 : FAIRE EVOLUER LA POSTURE D'ACCUEIL



Action 3 Restructurer les espaces (à poursuivre) ➡ 2^{ème} semestre 2024

Action 4 Renforcer la culture commune (**formation**) ➡ 2025

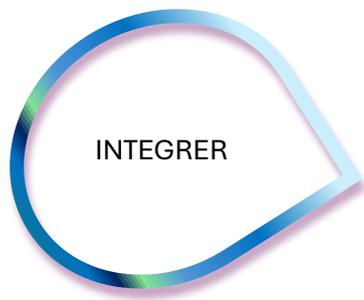
Action 5 Intégrer des bénévoles à l'accueil ➡ expérimenté en 2024
A développer

Action 6 Proposer un espace en libre accès permanent, type cybercentre, cafétéria, basé sur l'entraide ➡ 2^{ème} semestre 2024

Action 7 Renforcer la démarche de « Aller vers » ➡ 2025 2026

Action 8 Ouvrir davantage le Multi-accueil ➡ à partir du 2^{ème} semestre 2024





3 : FAIRE EVOLUER LA GOUVERNANCE



Action 9 Accompagner les parcours de bénévoles.

Informier, écouter, intégrer, former.

Une Rencontre annuelle des nouveaux bénévoles

Formations ouvertes sur les modes de gouvernance → A partir de 2025



Action 10 Accompagner les grands jeunes vers les instances → A partir de 2025



Action 11 Mobiliser des référents Bien vieillir dans les communes → A partir de 2026



Action 12 Structurer les commissions familles et Bien vieillir → A partir de 2025

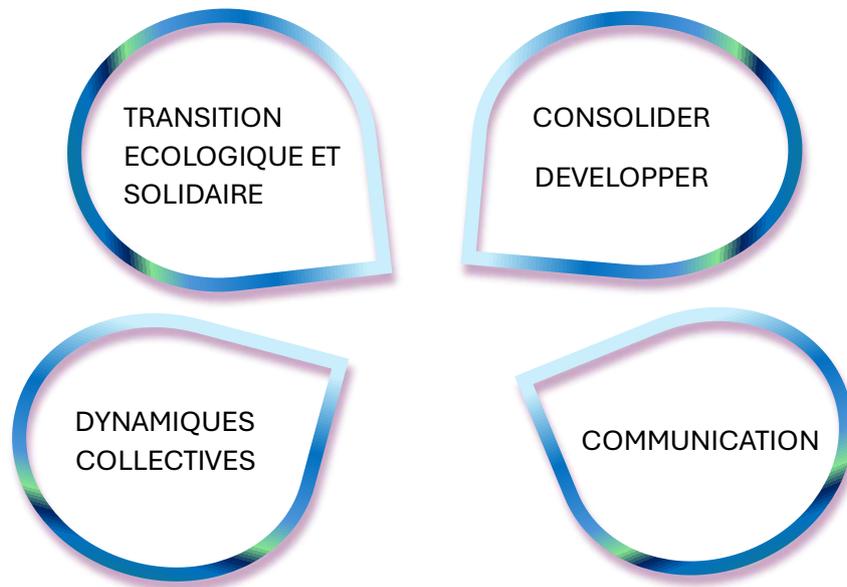
Action 13 Adapter les instances.

Refonte des statuts → 2025





AUTRES ENJEUX



ENJEUX / ACTIONS



Action 14 Exemplarité : interroger nos pratiques (emballages, achats, déplacements, ...)

➔ 2026



Action 15 Développer l'éducation à l'environnement en Mutualisant les ressources du Tiers-lieu et des structures éducatives.

➔ A amplifier dès 2024



Action 16 Aménager les espaces Au Tiers lieu, mais pas que (zone de fraîcheur, ...)

➔ 2025 -2027



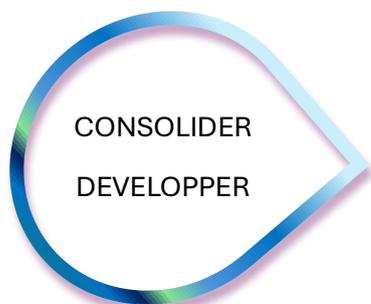
Action 17 Développer la dimension Fab lab et numérique
Au Tiers lieu et au Centre Social

➔ A partir de 2025



Action 18 Organiser des échanges sur des enjeux de société
Empreinte écologique, gestion des datas,
Utilisation des espaces publics, ...

➔ A partir de 2026.



Action 19 Poursuivre le dialogue de gestion

➔ Permanent



Action 20 Mobiliser les pouvoirs publics autour des
Politiques jeunesse

➔ 2024 -2025



Action 21 Faire évoluer notre modèle économique
en associant les entreprises

➔ Expérimentation dès
le 2ème semestre 2024



Action 22 Poursuivre les permanences décentralisées
France Services et numérique.

➔ Permanent



Action 23 Accompagnement scolaire :
Développer au moins 1 site supplémentaire

➔ 2026





RENFORCER LE PARTENARIAT



Action 24 Développer le café des partenaires du champ social. ➡ Testé 2 fois depuis fin 2023



Action 25 Bien vieillir : renforcer le travail en réseau avec les caisses de retraite. ➡ 2026

PARTENARIAT AVEC LES ASSOCIATIONS



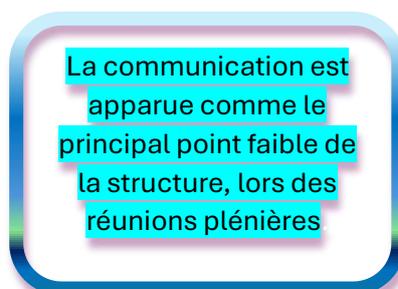
Action 26 Parcours de découverte d'activités des associations locales sur nos structures éducatives. ➡ A partir de 2026



Action 27 Vers un forum des associations intercommunal ? ➡ 2026- 2027



Action 28 Valoriser le label Guid'Asso
Recenser les besoins en formation des bénévoles ➡ 2026



CONSTRUIRE UNE VERITABLE DEMARCHE PROJET AUTOUR DE LA COMMUNICATION A PARTIR DE 2025



Action 29 Faire un diagnostic des outils



Action 30 Définir une stratégie (formation)



Action 31 Assurer un portage collectif



Action 32 Ajuster les objectifs et les moyens.
(recrutement d'un stagiaire, d'un salarié en CDD ?)





EVALUATION

INDICATEURS

POUVOIR D'AGIR

Nombre de personnes mobilisées dans des groupes de projet, commission, conseil d'administration, ou autres formes de contributions bénévoles.

Nombre de nouvelles personnes mobilisées dans ces démarches.

Evolution de la pyramide d'âge dans les instances.

Effectivité des formations et de la réforme statutaire.

Fréquentation de la salle des habitants plus importante.

Combien d'habitants utilisent la salle en autonomie (cafetière, ordinateurs, jeux, ...) ou se trouvent en position d'accueillant ?

CONSOLIDER ET DEVELOPPER

Maintien du niveau de service et en particulier pour les missions autonomes (3ème poste Jeunesse, actions Bien Vieillir, Tiers lieu).

Effectivité d'un Espace type cybercentre, vivant avec des dynamiques d'entraides.

Développement d'un ou de nouveaux sites CLAS

TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOCIETALE

Nombre de porteurs de projets au Tiers lieu.

Nombre et ampleur des projets transversaux et collectifs.

Si adaptés aux actions, outils d'automesure de l'évolution des comportements.

DEMARCHES COLLECTIVES

Effectivité de la mise en œuvre des instances et mesure de la satisfaction des participants.

Mise en œuvre d'un forum des associations et de formations des bénévoles.

COMMUNICATION

Effectivité de la refonte des outils.

Nombre de personnes impliquées dans la communication (contributeurs sur les réseaux, le site, référent de communes, ...).





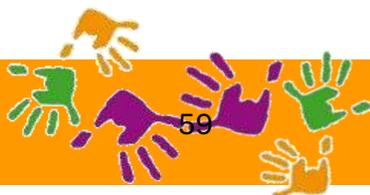
LA DEMARCHE D'EVALUATION

L'objectif de la démarche est d'assurer une veille générale sur la dynamique du projet et de faciliter sa compréhension. Elle se veut également participative et partagée pour prendre en compte l'expression de tous et en particulier les bénévoles, les salariés, les habitants et les partenaires.

Dans tous les cas, l'évaluation renvoie aux cadres de références du Centre Socioculturel dont l'objet est de favoriser les initiatives d'habitants.

Elle s'appuiera sur les outils d'autoévaluation mentionnés plus haut, sur les bilans réalisés par les groupes projets et sur une **instance de copil projet qui se réunira au moins 2 fois sur les 4 ans.**

ANNEXES





ORGANIGRAMME SECTEUR FAMILLES





EXTRAITS DU RAPPORT D'ACTIVITES « FAMILLES 2023 »

Les sorties intergénérationnelles

4 sorties programmées un spectacle de Messmer au Zénith de Nantes en février, la vallée des singes en juin, les Sables d'Olonne en juillet et le Futuroscope en septembre. Un court séjour en Bretagne en avril de 4 jours et 3 nuits. Au total, cette action a réuni 262 participants. Cette année, un collectif d'organisation et de préparation des sorties et séjour s'est créé grâce à la participation d'une vingtaine d'habitants.



Les ateliers parents enfants

45 ateliers avec la participation de 537 participations dont 221 adultes et 316 enfants. Le programme est travaillé avec les familles pour être au plus près de leurs besoins. Il est aussi varié pour permettre à chacun de participer selon ces centres d'intérêts (cuisine, psychomotricité, bricolage, environnement, Snoezelen). Nous avons répondu à un appel à projet de la MSA en portant un projet autour de l'éveil artistique et culturel. Celui-ci nous a permis de proposer des ateliers variés sous forme de cycle avec des intervenants extérieurs. Ce projet a été le point de départ de la création d'un collectif interne au centre social dédié à la parentalité.



Accompagnement au départ en vacances

2 familles ont pu bénéficier d'un accompagnement soit logistique (réservation, transport, organisation pratique) soit financier grâce à deux dispositifs proposés par la CAF et la Fédération des Centres Sociaux. En moyenne, les familles sollicitant ce dispositif reçoivent une aide de 600€ sous forme de chèques vacances.

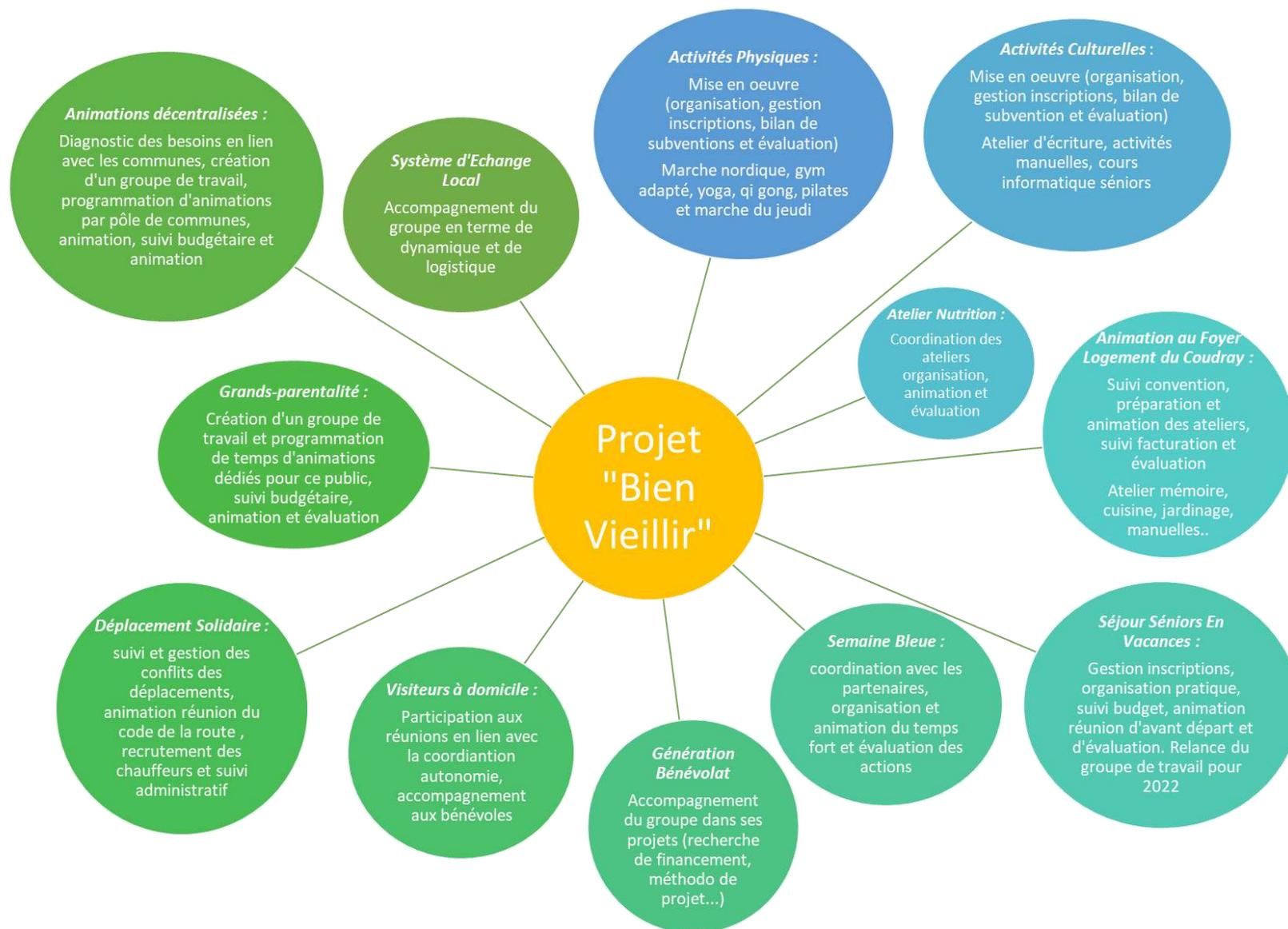


Contrat Local d'Accompagnement à la scolarité

14 enfants ont été accompagnés par des bénévoles sur les écoles de la Herse à Montreuil-Bellay, l'école de Méron, l'école de Saint Macaire du Bois et l'école du Puy Notre Dame. Le site de l'école de Méron a pu reprendre en septembre 2022 avec l'engagement de 3 bénévoles qui ont maintenu leur engagement sur l'année 2023/2024. L'école de Saint Macaire du Bois est entrée dans le dispositif en mai 2022 à titre d'expérimentation. Les équipes enseignantes et bénévoles ont souhaité continuer pour cette année...



EXTRAITS DU RAPPORT D'ACTIVITES « BIEN VIEILLIR 2023 »



Volet services aux familles

Accueil de loisirs
Intercommunal

Les vacances

Les mercredis

Accueil de loisirs
périscolaire

(M-Bellay : La Herse et Méron)

**Pôle d'activités
enfance**

Volet « travail concerté »

La coordination du P.E.D.T.
intercommunal – plan mercredi

La mise à disposition
de personnels

Les TAP de
Vaudelnay

Animation sportive
(écoles de M-Bellay)

La prévention
routière
(M.Bellay)

Un PEDT renouvelé pour
3 ans

Des enjeux généraux
(Sauvegarde des écoles,
attractivité des communes
par les services)

Animations /
ateliers /
Volet éducatif

Accompagnement des
pratiques professionnels
(pédagogie/administratif)

Volet « soutien aux collectivités »

Accueil de loisirs des jeunes,

(Animations, chantiers, accueil à l'espace jeunesse)

Actions d'information
jeunesse

(RIJ, coin « infos jeunes » au collège, accueil parents et jeunes...)

L'accompagnement de
projets collectifs de jeunes

5 types d'actions jeunesse

Actions de prévention,
de rencontre et d'accompagnement
des publics « spécifiques »
(Aller vers, approche, connaissance,
remobilisation)

Les actions au collège

(animations, ateliers, débats, sports, fil rouge avec enseignants, etc...)

Extrait du rapport d'activité 2023

Accueil de Loisirs Intercommunal :

Les périodes de vacances :

évolution du nombre heures totales réalisées ALI (périodes de vacances)				
2019	2020	2021	2022	2023
30204	32557	15864	30420	31746



Quelques éléments marquants :

- Maintien d'une forte fréquentation :
 - **73 enfants** accueillis en moyenne en juillet 2023 avec des pics réguliers **autour de 80 enfants**.
 - **62 enfants** accueillis en moyenne sur les petites vacances
- Les vacances d'été : Accueil ouvert en juillet et août. **4 séjours** ont été proposés aux enfants : Séjour « ferme » pour les 5-7 ans, un séjour « sport-aventure » et un séjour « pêche » pour les 7-9 ans, un séjour « Mer » pour les 9 ans et +.
- Les passerelles avec la « jeunesse » :
 - Organisation du **1^{er} séjour passerelle** « enfance-jeunesse » co-encadré par un animateur enfance et une animatrice jeunesse, regroupant 5 enfants et 5 jeunes de 9 à 13 ans.
 - **Les mardis passerelles** : au local jeunes et au contact des 11-13 ans.
- Partenariat CSCI Roland Charrier et ville de Montreuil-Bellay autour de l'accueil d'enfants porteurs de handicap. Appui sur le pôle ressources handicap 49, le Sessad et la CAF.
- Une fonction affirmée de formation de jeunes animateurs du territoire en cours de BAFA



Les mercredis :

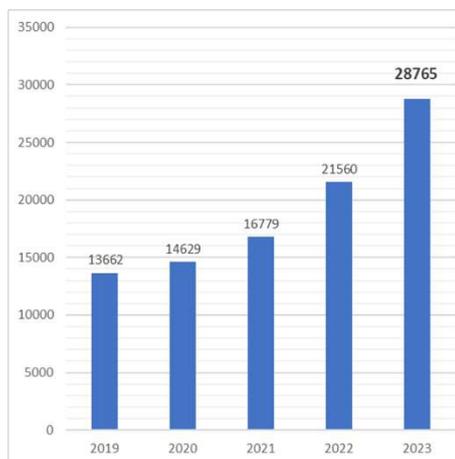
nombre heures totales réalisées mercredis				
2019	2020	2021	2022	2023
18098	17513	19435	22014	26547

Quelques éléments marquants :

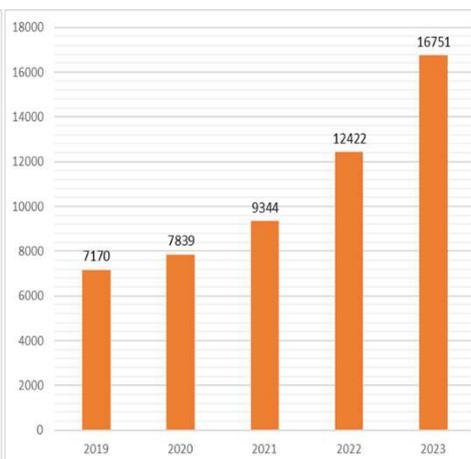
- Une forte fréquentation avec une augmentation depuis septembre 2023 :
 - **74 enfants** accueillis en moyenne (+ 10 par rapport à 2022) avec des pics à + de **80 enfants**.
(+ 7112h / à 2021 et + 4533h/ 2022))
- Des difficultés à recruter des animateurs occasionnels sur les mercredis. (lors d'arrêts ou de congés)
- L'accueil des petits porteurs de handicap

Accueil de Loisirs périscolaire :

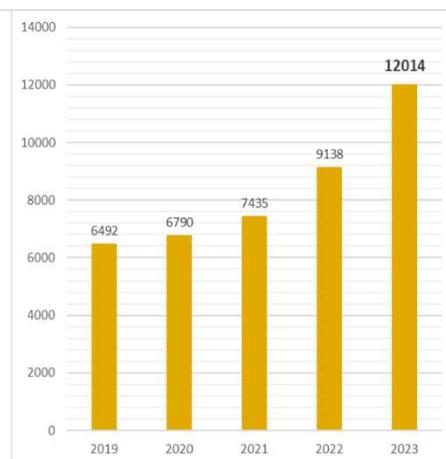
Heures enfants réalisées au Global



Le matin



Le soir



Quelques éléments marquants :

- Année complète de fonctionnement de l'accueil périscolaire de Méron
(septembre-décembre 2022 : 2 682h réalisées, année 2023 : 7 316h)
- Accueil enregistrant une nouvelle progression des heures réalisées, surtout sur les matinées, avec des pics sur le site de « La Herse » à + de **60 enfants**.